

Running Water

West African bulletin on Integrated Water Resources Management
Bulletin Ouest Africain de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau

Aout 2005 Janvier 2006
August 2005 January 2006, n° 13

Editorial / Editor's Word

GIRE et OMD

IWRM and MDG

L'Actualité / IWRM News

**Vers la création de l'Autorité
du Bassin de la Volta**

*Towards the creation of
the Volta Basin Authority*

**4WWF : le pôle de l'eau
de Ouagadougou**

*4WWF : Ouagadougou
Water Pole*

L'INVITÉ / THE GUEST

**Mr Salif Diallo, Ministre d'Etat,
Ministre de l'Agriculture de
l'Hydraulique et des Ressources
Halieutiques du Burkina Faso**

*Senior Minister, Minister of
Agriculture Hydraulics and
Halieutical Resources*



Sommaire

Editorial / Editor's Word 3	Dossier / Spécial report 10
GIRE et OMD <i>IWRM and MDG</i>	La GIRE, un moyen d'atteindre les OMD <i>IWRM, a means for achieving the MDGs</i> 10
L'Actualité / IWRM News 4	GIRE et OMD au Niger <i>IWRM and MDGs in Niger</i> 16
Réunions du CPCS <i>PFCM meetings</i> 4	Point de Mire / Target 21
Vers la création de l'Autorité du Bassin de la Volta <i>Towards the creation of the Volta Basin Authority</i> 4	ODM pour l'eau et l'assainissement : le défi de la qualité durable <i>MDG on Water and Sanitation : the challenge of sustainable quality</i> 21
Le WAWP au SAFID <i>WAWP at the SAFID</i> 5	Les Objectifs du Millénaire et l'eau : comment agissent les acteurs ? <i>The Millennium Development Goals and Water : what on the field ?</i> 23
4WWF : le pôle de l'eau de Ouagadougou <i>4WWF: Ouagadougou Water Pole</i> 5	Partager l'eau...ou partager les bénéfices tirés d'une gestion commune et équitable de l'eau ? <i>To share water... or to share the advantages drawn from a common and fair management of water?</i> 26
Le RAOB et le 4WWF <i>ANBO and the 4WWF</i> 6	l'Invité / The Guest 28
Le PNE Mali se renforce <i>Mali CWP is strengthening</i> 6	Mr Salif Diallo, Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture de l'hydraulique et des Ressources Halieutiques du Burkina Faso <i>Mr Salif Diallo, Senior Minister, Minister of Agriculture Hydraulics and Halieutical Resources</i> 28
Programme International de Formation sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau pour l'Afrique francophone <i>Les leçons d'une visite</i> <i>International Training Programme on Integrated Water Resources Management in French-speaking Africa</i> <i>Lessons of a visit</i> 7	Faisons connaissance avec Deep inside ... 30
Documenter et tirer les leçons de l'expérience PAGIRE du Burkina <i>Documenting and learning lessons from Burkina Faso's IWRM planning</i> 8	L'éducation environnementale <i>Environmental Education</i> 30
Partenariat National de l'Eau du Bénin <i>Grande mobilisation pour la GIRE</i> <i>Benin Country Water Partnership Bringing IWRM Forwards</i>	Mme Yonli Kadidiatou, Présidente de la Fondation Nature et Vie <i>Mrs Yonli Kadidiatou, Chair person of Nature et Vie Foundation</i> 32
	Nouvelles de notre hôte News of our host 33



Directeur de la publication
Managing Editor
Madiodio NIASSE

Rédacteur en chef
Chief Editor
Sidi COULIBALY

Secrétaire de rédaction
Assistant Editor
S. C & STUDIO YIPIN CRÉATIONS

GWP/WAWP secrétariat
S/c CREPA : 03 BP 7112 Ouagadougou Burkina Faso
Tél : (226) 50 36 62 12- Fax : (226) 50 36 62 08 - E-mail : watac@fasonet.bf

Ont collaboré à ce numéro / Collaborators :
D. Mogbanté, A. Traoré

Remerciement spécial / thanks to : B. Lamizana, R. Ouattara

Crédit photos : WAWP, Sidi Coulibaly, R. Ouattara

Edition / Publication : Studio Yipin Créations : 01 BP 4339 Ouaga 01 - Tél : (226) 50 31 23 20 - BF

Membres du Comité de rédaction / Editorial board

Mame Dagou DIOP N'DIAYE, WETLANDS Int. Marie QUENUM KANGAMBEGA, CREPA
Ousséni DIALLO, GREEN CROSS BF Jérôme THIOMBIANO, Personne ressource
Sidi COULIBALY, GWP/WAWP Mahamane Moustapha ADAMOU, Université de Niamey

GIRE ET OMD

Les divers secteurs économiques sont «imprégnés» d'eau, que cela soit l'agriculture, la pêche, l'élevage, l'industrie, la production énergétique (en particulier l'hydroélectricité et l'énergie atomique) ou les échanges (transport fluvial et maritime). L'eau occupe aussi une place centrale en ce qui concerne les secteurs sociaux. Si les maladies liées à l'eau font partie des principales causes de morbidité et de mortalité dans les pays en développement, un accès approprié à l'eau potable et à l'assainissement affecte très positivement les conditions de santé des populations bénéficiaires. Aussi, la santé de l'environnement, des écosystèmes et le maintien de la biodiversité sont fortement dépendants du niveau et de la qualité de l'accès à l'eau. En somme, l'eau est un élément essentiel pour tout effort de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement durable.

Dans la recherche de solutions durables à la pauvreté, il est donc indispensable d'œuvrer pour une meilleure gestion des ressources en eau. Et il n'est, par conséquent, pas surprenant que l'eau occupe une place de choix dans les Objectifs du Millénaire (ODM) —objectifs convenus par les Chefs d'Etat du monde en 2000 à New York. En dehors de l'objectif n°7 dont relève spécifiquement la gestion intégrée des ressources en eau, la réalisation de chacun des 7 autres OMD est fortement dépendante d'une disponibilité adéquate de l'eau et de sa bonne gestion.

Aussi, en 2002 à l'issue du Sommet Mondial sur



le Développement Durable (SMDD) de Johannesburg, se basant sur les OMD et la reconnaissance de la nécessité de mieux gérer l'eau, les participants recommandèrent-ils d'« élaborer, d'ici 2005, des plans intégrés de gestion et d'utilisation efficace des ressources en eau et fournir un appui aux pays en développement en la matière ». Cet engagement international vise, entre autres, à pouvoir «utiliser plus efficacement les ressources en eau et en promouvoir l'allocation entre les usages concurrents d'une manière qui satisfasse en priorité les besoins humains essentiels». Il vise aussi à trouver «un juste équilibre entre la nécessité de préserver et de restaurer les écosystèmes et leurs fonctions, en particulier dans des environnements fragiles, et celle de répondre aux besoins des ménages, de l'industrie et de l'agriculture, y compris en préservant la qualité de l'eau propre à la consommation ». Cet engagement vient en complément d'une autre recommandation dont l'objet était de « lancer un programme d'actions avec une assistance financière et technique en vue de réaliser l'objectif relatif à l'eau potable énoncé dans la Déclaration du Millénaire ». Et à cet égard, le SMDD a convenu « de réduire de moitié, d'ici 2015, la proportion de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable ou qui n'ont pas les moyens de s'en procurer et la proportion de personnes qui n'ont pas accès à des services d'assainissement de base ».

Dans ce numéro de Running Water, il ne s'agit pas pour nous de faire un bilan du parcours accompli dans la réalisation des OMD dans le domaine de la GIRE. Notre objectif est plus modeste et consiste à mieux illustrer la pertinence de la relation GIRE-ODM dans le contexte de notre sous-région qui, rappelons-le, est l'une des plus pauvres du monde. Dans les articles qui suivent, les auteurs tentent de démontrer que malgré l'immensité de la tâche vers l'atteinte des OMD, des actions sont chaque jour

posées sur le terrain mais ont besoin d'être consolidées. Nous avons essayé de montrer que l'accomplissement de la tâche exige l'implication de tous à tous les niveaux appropriés. Les actions posées par les uns ont besoin d'être soutenues par les autres pour parvenir à un impact durable. Et pour cela, le partage d'information, les échanges d'expérience sont indispensables. Dans ce numéro, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (du Burkina —pays qui a joué un rôle pionnier en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de plans GIRE (PAGIRE) — nous fait l'honneur de partager ses réflexions sur la relation entre GIRE et OMD. Cette expérience du Burkina suscite un grand intérêt dans la sous-région et au-delà. C'est pour cette raison que le GWP/Afrique de l'Ouest, en collaboration avec la Direction Générale de l'Inventaire des Ressources Hydrauliques (DGIRH) du Burkina et l'Unité de Coordination des Ressources en Eau (UCRE) de la CEDEAO, envisage très prochainement de documenter cette expérience et d'en tirer les enseignements. On rappellera ici que le Burkina dispose depuis 2003 d'un plan GIRE qui connaît un début de mise en œuvre. Les résultats de l'étude-capitalisation seront présentées au 4^{ème} Forum Mondial de l'Eau et mises à la disposition de tous sur le Toolbox du GWP.

Ainsi à travers ce numéro de Running Water et d'autres qui vont suivre le WAWP s'engage à rapprocher les acteurs majeurs du secteur de l'eau et à leur offrir une plateforme et des opportunités d'échange sur les expériences pertinentes de notre sous région pour contribuer un peu plus à l'atteinte des OMD. Ainsi, nous contribuerons à mieux illustrer la relation entre GIRE et lutte contre la pauvreté, et ce faisant à démontrer qu'en quelque sorte « la GIRE se mange » !

Madiodio NIASSE
Président du WAWP

IWRM and MDG

Water permeates the various economic sectors —agriculture, fishing, breeding, industry, energy generation (especially hydroelectricity and atomic energy) or trade (through river and maritime transport). Water also holds a central position in the social sectors. If waterborne diseases are the principal causes of morbidity and mortality in the developing countries, an adequate access to drinking water and sanitation very positively affects the beneficiaries' health conditions. In addition, good condition of environment and ecosystems and maintenance of biodiversity are strongly dependent on the level and quality of access to water. Overall, water is an essential element for any effort towards poverty alleviation and sustainable development.

In questing for sustainable solutions against poverty, it is thus essential to work for improved water resources management. Moreover, it comes, consequently, as no surprise that water holds a privileged position in the Millennium Development Goals (MDG) — Goals agreed by the World Heads of State in 2000 in New York. Apart from Goal n°7 that concerns specifically integrated water resources management, achieving each one of the 7 other MDGs is strongly dependent on water adequate availability and good management. Thus, in 2002 at the end of the World Summit on Sustainable Development (WSSD) in Johannesburg, on the basis of the MDGs and identifying the need for better water managing, the participants recommended "working out, by 2005, integrated water resources

management and efficient use plans and to provide a support to the developing countries in this regard ". This international commitment aims, among other things, to promote "more effective water resources use and to promote its appropriate allocation between competing uses so as to meet in priority the essential human needs". It also aims to find "a right balance between the need to preserve and restore the ecosystems and their functions, in particular in fragile environments, and the need to meet the requirements of households, industry, and agriculture, including preserving the quality of drinking consumption water". This commitment comes in addition to another recommendation whose intention is « to launch an action plan with a financial and technical assistance in order to achieve the goal relating to drinking water as contained in the Millennium Declarations». In this respect, the WSSD agreed "to halve by 2015, the proportion of people who do not have access to drinking water or who cannot afford the means to do so and the proportion of people who do not have access to basic sanitation services".

In this issue of Running Water, we do not mean to make a statement of affairs towards the achievement of MDGs in the area of IWRM. Our objective rather unpretentious and consists in better illustrating the relevance of linking IWRM and MDGs in the context of our subregion, which, we must recall, is one of the poorest in the world. The papers in this issue show that despite the magnitude of the task of achieving MDGs, concrete actions are being taken every day in the field but need to be consolidated, which indicate that achieving significant objectives requires the involve-

ment of all at all the relevant levels. The actions taken by the ones need to be supported by the others to realise sustainable impact. In addition, information, and experience sharing are essential. In this edition, the Minister of State, Minister of Agriculture, Hydraulics and Fisheries of Burkina Faso — a country which played a trailblazing role with regard to the development and implementation of IWRM plans (PAGIRE) — honoured us by sharing his reflections on the IWRM and MDGs linkages. The Burkina IWRM is of high interest in the subregion and beyond. For this reason, GWP/West Africa, jointly with the Directorate General Hydraulic Resources Inventory (DGIRH-Burkina) and the ECOWAS Water Resources Coordination Unit (WRCU), are about to launch an initiative of documenting this experience and lessons learned from it. It must be pointed out here that since 2003 Burkina Faso has developed an IWRM plan whose implementation has started. The results of the joint GWP/WAWP-DGIRH-WRCU study on the Burkina experience will be presented at the 4th World Water Forum and made available in the GWP Toolbox.

Thus through this edition of Running Water and others to follow, GWP/WAWP is committed to bring together the major actors in the water sector and to offer them platform and opportunities to exchange on the relevant experiences in our subregion and to contribute more effectively to achieving MDGs. By doing so, we would contribute to better illustrate the close linkages between IWRM and poverty alleviation, and hence the fact that in a way "we do eat IWRM"!

Madiodio NIASSE
WAWP Chairman

Réunions du CPCS

Le Conseil Ministériel de Suivi (CMS) du Cadre Permanent de Concertation et de Suivi (CPCS) de la GIRE en Afrique de l'Ouest a examiné et approuvé le 3 décembre dernier l'ensemble des textes devant régir les organes du CPCS, qui sera désormais le cadre institutionnel privilégié en matière d'eau pour la sous-région. Ce sont essentiellement les statuts et règlements intérieurs des organes du CPCS, les fonctions de points focaux au sein du CPCS. Le CMS a aussi approuvé le plan de financement à moyen terme du CPCS, son programme et budget 2006 et confirmé l'ancrage institutionnel de l'UCRE au sein de la CEDEAO en tant que département. Cette réunion qui était la première du CMS marque ainsi son installation officielle et a été précédée les 1^{er} et 2 décembre 2005 de la 2^{ème} réunion du Comi-

té Technique des Experts qui a préparé les documents soumis.

Il faut rappeler que le CPCS a été mis en place par les Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEDEAO pour promouvoir et renforcer la coopération sous-régionale en vue de stimuler et de faciliter le développement de la gestion concertée des ressources en eau en Afrique de l'Ouest. Outre l'Unité de Coordination des Ressources en Eau (UCRE) qui en est l'organe exécutif et opérationnel depuis mars 2004, le CPCS comprend parmi ses organes le Conseil Ministériel de Suivi (CMS), le Comité Technique des Experts (CTE) et le Conseil sous Régional de Concertation sur les Ressources en Eau (CRCRE). Ce dernier, organe consultatif, sera installé courant 2006.



Présidium à l'ouverture

PFCM meetings

The Ministerial Follow-up Council (MFC) of the Permanent Framework for Coordination and Monitoring (PFCM) of IWRM in West Africa examined and approved on December 3rd all the documents supporting the installation of PFCM bodies, which will be the key institutional frame for water in the sub region. They are mainly the statutes and rules of procedure of PFCM bodies, the functions of focal points within the PFCM. The MFC also approved PFCM midterm financial plan, its 2006 work plan and budget, and confirmed the institutional anchoring of WRCU as a department within ECOWAS. This first meeting officially establishing the MFC was preceded on 1 and 2 December 2005 by the 2nd meeting of the Technical Committee of Experts, which prepared the documents.

The opening official ceremony

The PFCM was established by ECOWAS Heads of State and Government to promote and reinforce sub regional cooperation in order to stimulate and facilitate the development of concerted management of water resources in West Africa. In addition to the Water Resources Coordination Unit (WRCU) which is the executive body functioning since March 2004, PFCM is composed of the following bodies: the Ministerial Follow up Council (MFC), the Technical Committee of Experts (TCE) and the sub regional Consultation Council on Water Resources (SRCWR). This latter advisory body will be installed in the course of 2006.

Vers la création de l'Autorité du Bassin de la Volta

Les Etats riverains du Bassin de la Volta (Burkina Faso, Bénin, Togo, Ghana, Mali et Côte d'Ivoire) se sont engagés à créer l'Autorité du Bassin de la Volta. Les ministres en charge des ressources en eau de ces pays se sont réunis à cet effet à Ouagadougou (Burkina Faso) le 6 décembre 2005.

L'Autorité du Bassin de la Volta aura un statut international avec pour mission d'organiser et de renforcer la concertation entre les pays riverains de la Volta et entre ces pays et tous les acteurs du développement concernés par la gestion des ressources en eau du bassin. Elle aura parmi ses objectifs l'harmonisation des politiques nationales de gestion des ressources en eau du bassin, notamment par l'adoption et la mise en application sur l'ensemble du bassin de l'approche de « Gestion Intégrée des Ressources en eau ».

La création de l'Autorité du bassin de la Volta sera l'aboutissement d'un long processus initié par le Comité Technique du bassin qui regroupe les experts des six pays partageant le bassin de la Volta.

Towards the creation of the Volta Basin Authority

Riparian countries of the Volta Basin (Burkina Faso, Benin, Togo, Ghana, Mali, and Côte d'Ivoire) have pledged to establish the Volta Basin Authority. The ministers in charge of water resources in these countries met with this intention in Ouagadougou (Burkina Faso) on 6 December 2005.

The Volta Basin Authority will have an international statute with the mission to organise and reinforce dialogue between the Volta bordering countries and between these countries and all the development stakeholders concerned with the management of the Basin water resources. It will have among its objectives to harmonise the national policies for the Basin water resources management, in particular by adopting and implementing at the scale of the basin the "Integrated Water Resources Management" approach.

The establishment of the Volta Basin Authority will be the result of a long process initiated by the Volta Basin Technical Committee which brings together water experts of the six Volta Basin countries.

Le WAWP au SAFID

Le premier Salon Africain de l'Irrigation et du Drainage (SAFID) s'est tenu du 6 au 10 décembre 2005 à Ouagadougou (Burkina). Le thème central de ce salon était « quel environnement pour le développement durable de l'agriculture irriguée en Afrique ? ».

Le Salon a été marqué par des conférences régionales, des sessions techniques et une exposition de matériel et produits d'irrigation. Parmi les acquis de ce salon on peut citer la mise en place d'un système de certification des professionnels de l'irrigation. Selon le Secrétaire Technique de l'Association Régionale pour l'Irrigation et le Drainage en Afrique de l'Ouest et du Centre (ARID), organisatrice du Salon, M. Hervé Ouédraogo, « les résultats sont bons ». Il cite entre autres les exploitants agricoles qui ont pu faire des rencontres intéressantes en vue de marché futur pour leurs produits et l'acquisition de semences.

Le Partenariat Ouest Africain de l'Eau s'est associé à ce salon en occupant un stand d'exposition qui a été visité par des professionnels et le public. Le WAWP a présenté une communication lors des sessions techniques.



Visiteurs au Stand du WAWP

Visitors at WAWP'S booth

WAWP at the SAFID

The first African Show on Irrigation and Drainage (SAFID) was held from 6 to 10 December 2005 in Ouagadougou (Burkina Faso). The main topic of this show was "which environment for a sustainable development of irrigated agriculture in Africa?" « Regional conferences, technical sessions, and an exhibition of irrigation equipment and products marked the Show. Among the achievements of this show, there is the installation of a certification system for irrigation professionals. According to the Technical Secretary of the Regional Association for Irrigation and Drainage in West and Central Africa (RAID), organizer of the Show, Mr. Herve Ouédraogo, "the results are good". He mentions among other things farmers who made interesting meetings for future development of the market for their products and the acquisition of seeds.

The West African Water Partnership was involved in this show by putting up a stand, which was visited by professionals and the public. WAWP made a communication at the technical sessions.

4WWF : le pôle de l'eau de Ouagadougou

Dans le cadre de la préparation du 4^{ème} Forum Mondial de l'Eau de Mexico en mars 2006, un certain nombre d'institutions du secteur de l'eau au Burkina, se sont retrouvées dans le but de la création d'un cadre de concertation à l'intention de toutes les organisations du secteur dénommé : Pôle de l'Eau de Ouagadougou (PEO). Ce pôle est coordonné et abrité par le Groupe EIER-ETSHER.

Il a pour mission première de faciliter les échanges entre acteurs et la conduite d'opérations en partenariat sur les questions de l'eau et des activités qui y sont liées.

Le PEO se propose notamment de contribuer à la préparation de la participation de ses membres au 4^{ème} Forum Mondial de l'Eau de Mexico du 16 au 22 mars 2006. Il organise à cet effet en février 2006 un pré Forum à Ouagadougou au cours duquel seront présentées des communications portant sur les mêmes thèmes que le 4^{ème} Forum :

- Les Eaux Transfrontalières
- L'Eau Potable et l'Assainissement
- L'Eau pour la Croissance et le Développement
- Les Mécanismes de Financement

- La Gestion de l'Eau pour l'Agriculture et l'Environnement.

Il ambitionne de préparer et de diffuser les actes de ce pré forum comme étant sa contribution aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM) et au 4^{ème} Forum.

Le PEO est ouvert à toute organisation ou institution évoluant dans le domaine de l'eau et les secteurs connexes.

Contact :

Pôle de l'Eau de Ouagadougou
S/C Groupe EIER-ETSHER
01 BP 594 OUGADOUYOU 01

Ou par courriel :

olivier.stoupy@eieretsher.org

Pour toute information vous pouvez visiter le site

http://www.eieretsher.org/pole_eau

ou contacter les personnes ci-dessous :

Amadou Hama MAIGA

amadou.hama.maiga@eieretsher.org

Olivier STOUPLY

Olivier.stoupy@eieretsher.org

4WWF: Ouagadougou Water Pole

In the framework of the preparatory work for the 4th World Water Forum of Mexico City in March 2006, some institutions in the sector of water in Ouagadougou came together with the aim of creating an advisory framework for all the organizations in the water sector called: Ouagadougou Water Pole (PEO). This pole is coordinated and hosted by the EIER-ETSHER Group.

Its primary mission is to facilitate exchanges among actors and control partnership operations on water issues and related activities.

The PEO is aiming in particular at contributing to the preparation of its members participation to the 4th World Water Forum (WWF) of Mexico City from 16 to 22 March 2006. It is organising for this purpose a pre Forum in Ouagadougou in February 2006 where communications will be presented on the same topics as those of the fourth WWF:

- Transboundary Water
- Drinking water and Sanitation
- Water for Growth and Development

- Funding Mechanisms

- Managing Water for Agriculture and Environment.

Its ambition is to prepare and disseminate the documents of this pre forum as part of its contribution to the Millennium Development Goals (MDGs) and to the 4th WWF.

The PEO is opened to every organization or institution working in the field of water and related sectors.

Contact : Pôle de l'Eau de Ouagadougou
C/o Groupe EIER-ETSHER
01 BP 594 OUGADOUYOU 01

Alternatively, by mail:

olivier.stoupy@eieretsher.org

For further information, please go to

http://www.eieretsher.org/pole_eau

or contact the following people:

Amadou Hama MAIGA

amadou.hama.maiga@eieretsher.org

Olivier STOUPLY

Olivier.stoupy@eieretsher.org

Le RAOB et le 4WWF

Le Réseau Africain des Organismes de Bassin (RAOB) a organisé une rencontre des organismes de bassins africains pour préparer sa contribution au 4^{ème} Forum Mondial de l'eau à Mexico. Cette rencontre s'est tenue à Windhoek, en Namibie, les 8 et 9 Décembre 2005.

La session du RAOB s'est tenue sur invitation du Ministre Namibien de l'Eau et avec l'appui du Ministère français des Affaires étrangères. Elle s'est déroulée en parallèle avec la réunion convoquée par le comité de pilotage AMCOW/BAD mis en place dans le cadre du processus de préparation de la participation africaine au 4^{ème} Forum Mondial de l'eau. Le RAOB est chargé de coordonner la session sur la « gestion des eaux transfrontalières en Afrique ». L'objectif étant de partager les expériences concrètes afin de promouvoir le dialogue et la coopération dans la gestion des eaux transfrontalières.

Actions locales sélectionnées

- OMVS: Projet de gestion de l'eau et de l'environnement/ Bassin du fleuve Sénégal
- ABN: 1 bassin, 9 pays, 1 vision

- NBI: Rôle des autorités de bassin dans le développement économique et la réduction de la pauvreté
- KOBWA: Rôle institutionnel et participation du public

NB. Ces 4 actions locales ont été sélectionnées d'après les critères suivants :

- Inscription effective au site web du forum ;
- Niveau d'avancement institutionnel et technique de l'OB ;
- Equilibre de la représentation par sous région.

Le respect de ces critères n'a pas permis de retenir certains organismes de bassins notamment: la CICOS (Congo), l'OMVG (Gambie), la CBLT (Lac Tchad) et l'OKACOM (Okavongo). Toutefois, l'ensemble des communications (enregistrées ou non sur le site web) soumises au RAOB, sera compilé dans un document comme un résultat de l'organisation de la session.

Source : compte rendu du Secrétariat du RAOB

ANBO and the 4WWF

The African Network of Basin Organizations (ANBO) organized a meeting of the of African basin organizations to prepare their contribution to the 4th World Water Forum in Mexico. The meeting was held in Windhoek, in Namibia on 8 and 9 December 2005.

ANBO session was held on the invitation of the Namibian Minister of Water with the support of the French Ministry of Foreign Affairs. It was held along the meeting convened by the AMCOW/ADB steering committee set up as part of the preparatory process of the African participation to the 4th World Water Forum. ANBO is responsible for coordinating the session on "transboundary water management in Africa". The objective is to share the practical experiences in order to promote dialogue and cooperation in transborder water management.

Selected local actions

- OMVS: Water and Environment Management Project / Senegal river basin

- NBA: 1 basin, 9 countries, 1 vision
- NBI: Role of the basin authorities in economic development and poverty alleviation
- KOBWA: Institutional role and participation of the public

NB. These 4 local actions were selected according to the following criteria: Effective registration on the Forum Web site ; Institutional and technical progress level of the basin organisation; Sub region balance representation.

With regards to these criteria some basin organizations could not be selected, in particular: CICOS (Congo), OMVG (The Gambia), LCBC (Lake Chad), and OKACOM (Okavongo). However, the whole set of communications (registered or not in the Web site) laid before the ANBO, will be compiled in a document as result of the session organization.

Source: report of the ANBO Secretariat

Le PNE Mali se renforce

Le PNE Mali a tenu durant les mois d'août à novembre 2005 une série d'ateliers de mise en place et de renforcement des capacités de ses antennes locales dans les régions de Koulikoro, Sikasso, Mopti, Tombouctou et Kayes.



PH. SYC

Ont participé à ces ateliers, les représentants des Services Techniques Régionaux, des Collectivités Territoriales et de la Société Civile (Associations, ONG, etc.) tout en tenant compte de la question du genre. En effet, on note la présence des femmes et jeunes dans toutes les antennes locales du PNE Mali.

Les bureaux des antennes locales sont composés de 5 membres dont deux sont des femmes.

Mali CWP is strengthening

Mali Country Water Partnership organised from August to November 2005 a series of workshops to establish and build the capacities of its local divisions in the regions of Koulikoro, Sikasso, Mopti, Timbuktu, and Kayes.



PH. SYC

The representatives of the regional technical departments, the local authorities, and the civil society (Associations, NGOs, etc.) attended these workshops with due consideration to gender representation. Indeed, women and the youth are represented in all the local divisions of Mali CWP.

The local bureaux are composed of five members including two women.

Les leçons de la visite d'une station d'épuration en Suède

Dans le cadre du Programme International de Formation sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau pour l'Afrique francophone dont la première session s'est tenue en Suède du 28 novembre au 9 décembre 2005, la journée du 7 décembre a été consacrée à la visite de la station d'épuration des eaux usées de Henriksdal de Stockholm Vatten.

Ont pris part à la formation une trentaine de participants venus d'Algérie, du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de Mauritanie, du Niger, de RD Congo, du Rwanda, du Sénégal et du Togo.

Stockholm Vatten est la Compagnie des Eaux de la ville de Stockholm où l'eau et l'assainissement sont sous une administration commune depuis 1974. La compagnie publique est la propriété à 98% de la ville de Stockholm et à 2% de la municipalité de Huddingue. La compagnie est gouvernée par les directives du conseil municipal; les membres du conseil d'administration de Stockholm Vatten sont élus

pour 4 ans et le Président Directeur Général est nommé pour un mandat de 6 ans.

Une vision globale, jointe à une compréhension des exigences écologiques, marque les activités de Stockholm Vatten qui est une entreprise à vocation technique, active dans le domaine de l'environnement.

Stockholm est située sur des îles entre le lac Mälaren et la mer Baltique. Pour Stockholm Vatten l'eau est un prêt que nous accorde la



Photo de famille

Group picture

Lessons of the visit of a water treatment plant in Sweden

As part of its International Training Programme on Integrated Water Resources Management in French speaking Africa, whose first session took place in Sweden from 28 November to 9 December 2005, the day of 7 December was devoted to the visit of **Henriksdal of Stockholm Vatten Wastewater Treatment Plant of Stockholm.**

About thirty participants from Algeria, Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Morocco, Mauritania, Niger, D.R.Congo, Rwanda, Senegal, and Togo took part in this training. Stockholm Vatten is the Water Com-

pany of Stockholm where water and sanitation have been under joint management since 1974. This public company is owned for 98% by the town of Stockholm and 2% by the municipality of Huddingue. Municipal council directives control the company; the members of Stockholm Vatten board of directors are elected for a 4-year term of office and the Chief Executive Officer is appointed for a 6-year mandate.

A global vision, completed by a comprehension of ecological requirements, effects the activities of Stockholm Vatten, which is a technical committed company, active in the

nature et toutes ses activités sont régies par ce principe. **Après utilisation, l'eau est traitée de sorte à permettre sa réintégration sans nuire à l'environnement.**

Stockholm Vatten produit de l'eau potable à partir du lac Mälaren et traite les eaux usées de la ville de Stockholm et d'une dizaine de municipalités. Elle a également la responsabilité du réseau de distribution et des égouts, de la purification des lacs et de la protection de la Mer Baltique. Propriété de la ville de Stockholm, elle emploie quelque 630 personnes dont 28% de femmes et réalise un chiffre d'affaires annuel de 175 520 000 Euro.

L'objectif de Stockholm Vatten est de s'assurer que les eaux usées, après traitement et à long terme, ne soient pas dangereuses pour l'environnement.

Deux ateliers au Sénégal

L'équipe de projet du PAGIRE du Sénégal a organisé un atelier de formation de « Gestion Axée sur les Résultats » les 21 et 22 novembre 2005 pour renforcer la capacité de l'équipe à la gestion efficace du projet. La formation a été assurée par Mr Daniel Valensuela du GWP et Mr Cyriaque ADJINACOU du cabinet MGE Conseils. Cette formation a été suivie les 23 et 24 novembre d'un atelier national de restitution des contributions régionales au PAGIRE. Cet atelier avait pour objectif de permettre un partage entre les participants des préoccupations majeures soulevées par les populations des différentes régions ; de proposer les points importants de l'état des lieux de la gestion des ressources en eau. Il avait aussi pour ambition d'identifier les secteurs prioritaires définies pour chaque région par rapport à la gestion des ressources en eau ; de formuler des recommandations en ce qui concerne la synthèse des contributions régionales et leur mise en cohérence par rapport aux projets nationaux majeurs et de proposer les points importants du contenu du PAGIRE.

Two Workshops in Senegal

The Senegal IWRM planning Team organised a "Results Based Management" (RBM) training workshop on November 21 and 22, 2005 in order to build the capacities of the team members for effective project management. Mr. Daniel Valensuela of GWP and Mr. Cyriaque ADJINACOU of MGE Conseils Advisory Firm gave the training. This training was followed on 23 to 24 November 2005 by a national debriefing workshop on the regional contributions to the IWRM plan development process. The aim of this workshop was to allow the participants to discuss the major concerns raised by the populations in the various regions; to propose the significant points of water resources management situation analysis. It also aimed at identifying the priority sectors set out for each region with respect to water resources management; to make recommendations with regard to the synthesis of regional contributions and their consistency with the major country projects; and to propose the significant points in the PAGIRE contents.

ronnement dans la mer Baltique, ni la boue pour l'agriculture.

La vision globale de Stockholm Vatten embrasse les habitants en leur capacité de consommateurs et de producteurs de l'eau usée. Par conséquent la communication avec les consommateurs joue un rôle important. Il s'agit de propager l'acceptation du tri à la source afin de diminuer le contenu en métaux lourds et autres substances nocives. Le but est d'assurer la qualité des boues et clore l'éco-cycle en utilisant les boues dans l'agriculture.

Le biogaz est l'un des biocarburants les moins nuisibles à l'environnement; en outre il est à la fois économique et pratique à l'usage. C'est ainsi que 300 des 1500 véhicules appartenant à la ville de Stockholm utilisent le biogaz comme carburant.

La chaleur dégagée par le traitement des eaux usées est utilisée pour le chauffage à distance de plus de 150 000 appartements.

La visite de la station d'épuration des eaux usées de Henriksdal qui a été guidée par Mme Brita FORSSBERG, ancien Chef des Relations Publiques de Stockholm Vatten a permis aux participants de tirer quelques leçons dont entre autres:
1°) Le système de gestion développé est respectueux de l'environnement
2°) Les résultats performants d'une

compagnie publique qui cumule la gestion de l'eau potable et celle des eaux usées alors que dans la plupart des pays d'Afrique, l'Etat est obligé de céder le service public de l'eau aux opérateurs privés.

3°) Les possibilités de valorisation des sous-produits (l'eau traitée, le biogaz, la boue).

4°) La stratégie employée est basée d'une part sur une bonne communication vers les consommateurs et les leaders politiques, et d'autre part sur le développement de la coopération avec les différents partenaires que sont les diverses compagnies en charge des services publics de base (électricité, transport et les pays riverains de la Mer Baltique).

5°) L'évolution des méthodes de communication pour les rendre attrayantes pour mieux atteindre les cibles.

6°) Les bonnes relations entre la compagnie Vatten et les autorités ministérielles, régionales et locales.

7°) Le niveau technologique atteint est le résultat de plusieurs années de recherche et d'investissement.

**Proposé par
Mr Ibrahima MBODJI, Secrétaire Exécutif du Partenariat National de l'Eau du Sénégal**

Source: www.stockholmvatten.se;
Info@stockholmvatten.se;
jarl.forssberg@swipnet.se

The objective of Stockholm Vatten is to see that wastewater, after treatment is not dangerous in the long term for environment in the Baltic sea, or sludge for agriculture.

The global vision of Stockholm Vatten captures the inhabitants in their capacity of wastewater consumers and producers. Consequently, communication with the consumers plays a significant role. This has to do with popularising the acceptance of sorting it at the source in order to reduce the contents in heavy metals and other harmful substances. The goal is to ensure the quality of sludge and to close the eco-cycle belt by using sludge in agriculture.

Biogas is one of the least harmful bio fuels for environment; moreover, it is both economic and of practical use. This is why 300 out of 1500 vehicles belonging to the town of Stockholm use biogas as fuel.

The heat released by wastewater

treatment is used for a remote heating of more than 150 000 apartments.

The visit of Henriksdal Wastewater Treatment Plant, which was guided by Mrs. Brita FORSSBERG, the former Head of Public relations at Stockholm Vatten, allowed the participants to learn the following lessons:

1°) the management system developed is environmentally aware.

2°) the powerful results of a public company, which takes on both the management of drinking water and that of wastewater whereas in most African countries Governments are compelled to yield public water utility to private operators.

3°) Possibilities of adding value to by-products (treated water, biogas, and sludge).

4°) the strategy used in this context bases on the one hand, on a good communication with the consumers and the political leaders, and on the

Documenter et tirer les leçons de l'expérience PAGIRE du Burkina

Le GWP/WAWP en collaboration avec la Direction Générale de l'Inventaire des Ressources Hydrauliques (DGIRH) du Burkina, le Secrétariat Permanent du PAGIRE du Burkina et l'Unité de Coordination des Ressources en Eau (UCRE) de la CEDEAO est entrain de réaliser une étude de documentation sur les leçons de l'expérience PAGIRE (Plan d'Action national de Gestion Intégrée des Ressources en Eau) du Burkina.

Le Burkina est l'un des rares pays en voie de développement à avoir réalisé un processus complet d'élaboration de son plan GIRE. Le plan a été adopté en 2003 et connaît depuis un début de mise en œuvre. Un énorme travail de mobilisation, de concertation, de théorisation et de méthodologie a été fait et a produit les résultats (avec toutes leurs insuffisances et forces) qui ont besoin d'être connus et partagés avec les acteurs des autres pays. L'expérience est d'autant plus intéressante que plusieurs pays de notre sous-région sont actuellement engagés dans des processus d'élaboration de plan GIRE.

Le GWP et le Japan Water Forum ont accepté de financer l'étude. Trois consultants ont été recrutés pour le travail. Les résultats seront présentés au 4^{ème} Forum Mondial de l'Eau de Mexico comme « action locale » avant d'être mis sur le Toolbox du GWP.

Documenting and learning lessons from Burkina Faso's IWRM planning

GWP/WAWP in collaboration with the General Directorate for the Inventory of Hydraulic Resources (DGIRH) of Burkina Faso, the Permanent Secretariat of Burkina Faso PAGIRE, and the ECOWAS Water Resources Coordination Unit (WRCU) are conducting a study in order to document the lessons of Burkina Faso IWRM Plan experience.

Burkina Faso is one of the rare developing countries that have carried out a complete IWRM plan development process. The plan adopted in 2003 is being implemented. A huge mobilization, advisory, theorization, and methodology work was achieved. It has generated results (with weaknesses and strengths) that need to be known and shared with the actors in other countries. The exercise comes at an opportune time as several countries in the subregion are currently engaged in their IWRM planning process.

GWP and the Japan Water Forum agreed to fund this study. Three consultants were hired for the work. The results will be presented at the 4th World Water Forum in Mexico City as a "local action" before being put up in the GWP Toolbox.

other hand, on the development of co-operation with the diverse partners that are the various companies in charge of basic public services (electricity, transport and Baltic Sea bordering countries).

5°) the evolution of communication methods to make them attractive for better reaching the targets.

6°) the good relations between Vatten Company and the ministerial, regional, and local authorities.

7°) the technological level achieved is the result of several years of research and investment.

**With the collaboration of:
Mr Ibrahima MBODJI, Executive secretary of the Country Water Partnership of Senegal**

Source: www.stockholmvatten.se;
Info@stockholmvatten.se; jarl.forssberg@swipnet.se

Partenariat National de l'Eau du Bénin Grande mobilisation pour la GIRE

Armand HOUANYE, PNE Bénin

Les activités du processus de transition du Bénin vers la GIRE, soutenu par l'Initiative Néerlandaise se poursuivent. Du 28 novembre au 02 décembre 2005, la "Commission Nationale de Législation et de Codification" a procédé à la mise en forme juridique du "Projet de Loi, portant gestion de l'eau en République du Bénin" validé par l'ensemble des acteurs du secteur eau du pays en Avril 2005. Des séances d'information et de sensibilisation sur la problématique eau et le processus GIRE sont organisées dans les départements et les communes du pays par les responsables des points focaux régionaux appuyés par des personnes ressources du PNE-Bénin. C'est ainsi que, du 24 novembre au 02 décembre 2005, les responsables de la Cellule d'animation du point focal Atlantique-Littoral ont entrepris une tournée dans les Huit (8) communes du département de l'Atlantique. Les élus locaux des huit Conseils Communaux sensibilisés sur la problématique eau et l'importance de la GIRE, ont souhaité

bénéficier d'un accompagnement technique du PNE-Bénin pour entre autres : i) organiser une journée de réflexion sur la bonne gouvernance de l'eau dans leur commune, ii) mettre en place et assurer l'animation des relais du Partenariat dans les communes, les arrondissements et les villages, et iii) élaborer et mettre en œuvre des projets touchant aux ressources en eau, qui reposent sur une approche GIRE.

Afin de permettre aux responsables des points focaux régionaux d'apporter un soutien de qualité au processus GIRE à travers l'organisation de la mobilisation et de la participation des parties prenantes de la base, le PNE-Bénin a organisé à Ouidah du 15 au 17 décembre 2005, un atelier de formation sur le thème : «Introduction à la GIRE : du concept à la pratique». Cette formation fait suite à l'aboutissement du processus de démembrement du Partenariat dans les six principales régions du pays. L'objectif de la formation était de mettre à disposition du groupe de participants

ciblés, des connaissances et outils nécessaires pour promouvoir la compréhension et la mise en pratique des principes de la GIRE à la base. Ainsi, à travers des exposés intercalés de jeux de rôle, de travaux en commission et de projection de film, les participants se sont familiarisés avec : i) la démarche d'analyse systémique des problèmes d'eau ; ii) le concept de la GIRE ; iii) les rôles des différents acteurs dans un processus GIRE ; ainsi que iv) les initiatives et projets relevant d'une approche GIRE en cours au Bénin.

Les participants ont également préparé un cadre de mise en application et d'utilisation des connaissances acquises. A cet effet, réunis par point focal, ils ont procédé à l'identification chacun dans sa région, des actions types autour desquelles, il sera organisé la mise en application des principes de la GIRE. A travers la mise en œuvre effective des actions retenues. Le PNE-Bénin espère répondre à

l'une des préoccupations des acteurs du secteur eau, relative à la nécessité de disposer des exemples concrets de mise en œuvre de la GIRE dans le contexte du Bénin. Cette préoccupation qui consiste à aller au-delà des actions d'information, de sensibilisation ou de plaidoyer en faveur de la GIRE, rencontre également l'adhésion des partenaires techniques et financiers qui soutiennent le processus GIRE au Bénin.

Ces actions pilotes de mise en œuvre de la GIRE pour traiter durablement des problèmes d'eau à différents niveaux, serviront d'arguments pour organiser la mobilisation des parties prenantes. Elles offrent aussi l'avantage de disposer des leçons issues des expériences locales, pour enrichir le processus de planification de la GIRE. C'est fort de cela, que le PNE-Bénin accordera une place de choix aux actions retenues par les points focaux régionaux, dans son plan d'action de l'année 2006.

9

Benin Country Water Partnership Bringing IWRM forwards

Armand HOUANYE,
Benin CWP

Activities of Benin transition process towards IWRM, supported by the Dutch Initiative are continuing. From 28 November to 02 December 2005, the "National Legislation and Codification Commission" proceeded to legal working of "Bill on water management in the Republic of Benin" validated by all the actors in the water sector of the country in April 2005. Information and sensitisation meetings on the Water problems and IWRM process are organised in the country departments and communes by people in charge of the regional focal points supported by resources people from Benin-CWP. Thus, from 24 November to 02 December 2005, the people in charge of the facilitation Unit at the Atlantic-Littoral focal point undertook a tour in the Eight (8) communes of the Atlantic department. The local councillors of

the eight Communal Councils after sensitisation on the water problems and the importance of IWRM wished to receive a technical coaching from Benin CWP in order among other things: i) to organise one reflection day on water good governance in their commune, ii) to set up and to ensure the facilitation Partnership relays in the communes, districts and villages, and iii) to work out and implement water resources related projects, resting on an IWRM approach.

In order to allow the People in charge of regional focal points to provide quality support to IWRM process through the organising of grassroots stakeholders mobilisation and participation, Benin CWP organised in Ouidah from 15 to 17 December 2005, a training workshop around the topic : «An Introduction to IWRM : from concept to practice ». This training follows upon the Partnership stripping process in the six main regions of the country.

Les participants à l'atelier de formation

The objective of this training was to provide the group of targeted participants, the knowledge, and tools needed to promote understanding and practical application of IWRM principles at the grassroots level. Thus, through presentations alternated with role plays, working committee and film projection, the participants got acquainted with: i) the approach for a systemic analysis of water problems; ii) IWRM concept ; iii) roles of the various actors in an IWRM process; as well as iv) IWRM related initiatives and projects in progress in Benin.

The participants also prepared a framework for an implementation and use of the acquired knowledge. To this end, meeting by focal point, they identified each one in their region, the type actions around which, the implementation of IWRM principles will be organised. With the true implementation of

Participants at the training workshop

the actions selected, Benin CWP is hoping to address one of the concerns of the actors in the water sector, relating to the need of having concrete examples of IWRM implementation in the context of Benin. The technical and financial partners who support IWRM process in Benin also accepted this concern, which consists in going beyond information, sensitisation, and advocacy actions for IWRM. These pilot IWRM implementation actions to address sustainably water problems at various levels will be used as arguments to organise the stakeholders' mobilisation. They also offer the advantage of providing lessons learned from local experiences, to enrich IWRM planning process. It is standing on that, that Benin CWP will appropriate a privilege position to the actions retained by the regional focal points, in its 2006 action plan.



La GIRE, un moyen d'atteindre les OMD

Par **Birguy LAMIZANA**,
Chargée de Programmes GWP/WAWP

Introduction

Au cours de ces trois dernières décennies, la question de l'eau est au centre du débat mondial sur le développement durable. Déjà en 1977, la première conférence des Nations Unies sur l'eau à Mar Del

Plata interpellait l'opinion internationale sur la nécessité d'une meilleure gestion de la ressource en eau. En 1990, à New Delhi, s'est tenue la consultation mondiale sur l'eau potable et l'assainissement, suivie en 1992¹ par la conférence internationale sur l'eau et l'environnement à Dublin. Lors de cette conférence



Birguy LAMIZANA

IWRM, a means for achieving the MDGs

By **Birguy LAMIZANA**,
Programme Officer GWP/WAWP

Introduction

During the last three decades, the water issue has been at the centre of the world debates on sustainable development. Already in 1977, the first United Nations conference on water held in Mar Del Plata called out to international opinion on the need for better management of the resource. In 1990, in New Delhi, was held the global consultation on drinking water and sanitation, followed in 1992¹ by the international conference on water and environment in Dublin. During this conference, four guiding principles were adopted (see boxed piece of text) and served as a basis for the major part of the water sector reforms. Still in 1992, the United

Nations Conference on Environment and Development (CNUED), held in Rio de Janeiro², defined the fundamental principles and the action programme to achieve sustainable development. Thus, the Agenda 21, in its chapter 18, emphasized the need for an integrated approach to the management and exploitation of the water resources, which takes into account the multiple conflicting fresh water demands. Finally, the 2005-2015 water decade was declared by the Secretary General of the United Nations, in order to strengthen the importance to be given to this essential development factor.

Africa must both conserve its environment and ensure its economic, social

and cultural development. So, it is important, for sustainable water sources management to take into account the cultural factors, the poverty of the populations living in and around these water sources. Indeed, social indicators relating to health, education, water supply put the sub-Saharan African countries among the most disadvantaged ones. Thus, the actual stakes and challenges to be faced are enormous and cannot be considered outside the economic growth requirements of the countries.

L'Afrique doit à la fois conserver son environnement et assurer son développement économique, social et culturel. Il est pour cela important pour une gestion durable des sources d'eau, de prendre en compte les facteurs culturels, de pauvreté des populations vivant dans et autour de ces sources d'eau. En effet, les indica-

teurs sociaux relatifs à la santé, à l'éducation, à l'approvisionnement en eau, placent les pays de l'Afrique Subsaharienne parmi les plus défavorisés. Aussi, les enjeux réels et les défis à relever sont énormes et ne peuvent être envisagés en dehors des exigences de croissance économique de ces pays.

Dans ces pays, la satisfaction des besoins d'approvisionnement en eau et de l'assainissement en faveur des zones rurales et urbaines représente un des défis les plus sérieux pour les années à venir. Ceci pour être en conformité avec l'un des Objectifs du Millénaire pour le Développement³ qui est la réduction de moitié de la proportion de la population qui ne dispose pas de services d'eau et d'assainissement d'ici 2015. Pour ce faire, il faudra une réorientation substantielle des priorités d'investissements, ce qui nécessite une profonde réforme dans les politiques et stratégies de développement pour prendre en compte tous les aspects complémentaires. Et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) en tant qu'approche doit permettre aux pays de gérer de façon durable l'eau et tout ce qui tourne autour d'elle.

¹ La Conférence Internationale sur l'Eau et l'Environnement, Dublin, Irlande, janvier 1992.
² http://www.un.org/esa/sustdev/documents/wssd_POI_Po/french
³ Vous trouverez de plus amples informations sur le site web du PNUD au <http://www.undp.org/mdg/>.
⁴ Voir encadré

tion of the population without access to water and sanitation services by 2015. In this respect, substantial reorientation of the investment priorities should be done, and this requires a deep reform of the development policies and strategies, so as to take into account all the complementary aspects. And Integrated Water Resources Management (IWRM) as an approach must enable the countries to manage water and its related elements in a sustainable way.

Understanding IWRM?

The Global Water Partnership (GWP) defined Integrated Water Resource Management (IWRM) as a process, which aims at coordinated development and management of water, land and related resources, in order to optimise the economic and social well-being resulting from it, in an

¹ The International Conference on Water and Environment, Dublin, Ireland, January 1992.
² http://www.un.org/esa/sustdev/documents/wssd_POI_Po/french
³ You will find further information on the UNDP web site <http://www.undp.org/mdg/>.
⁴ See boxed piece of text

Comprendre la GIRE ?

Le Global Water Partnership (GWP) définit la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) comme un processus qui vise l'exploitation et la gestion coordonnées de l'eau, du sol et des ressources qui en dépendent, dans le but d'optimiser le bien être économique et social qui en résulte, de manière équitable sans compromettre la pérennité des écosystèmes vitaux. La GIRE, fondée sur les principes de Dublin⁴, est donc un processus systématique pour le développement durable, l'attribution et le suivi de l'utilisation des ressources en eau dans le contexte des objectifs sociaux, économiques et environnementaux. En effet, les principes directeurs adoptés par la Communauté Internationale lors des Conférences de Dublin et de Rio de Janeiro, constituent aujourd'hui, le support universel pour les acteurs engagés dans la recherche d'une gestion durable des ressources en eau. En mettant en exergue les liens entre le social et l'économique, ces principes font clairement de la GIRE un outil

essentiel dans les politiques de développement durable des pays.

Les quatre principes de Dublin
Principe N°1 : l'eau douce est une ressource limitée et vulnérable, indispensable à la vie, au développement et à l'environnement ;
Principe N°2 : l'exploitation et la gestion de l'eau doivent se fonder sur une approche participative, impliquant les usagers, les planificateurs et les décideurs politiques à tous les niveaux.
Principe N°3 : les femmes jouent un rôle central dans l'approvisionnement, la gestion et la protection de l'eau.
Principe N°4 : l'eau a une valeur économique dans tous ses usages concurrentiels et doit être reconnue comme un bien économique.

Les OMD : une autre mode ?

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) constituent un Programme ambitieux pour réduire la pauvreté et améliorer la vie et que les dirigeants



Barrage de Manantali
Manantali dam

equitable way, without compromising the sustainability of vital ecosystems. IWRM, which is based on the Dublin principles⁴, is then a systematic process for sustainable development, the attribution and follow-up of the use of water resources in the context of the social, economic and environmental objectives. Indeed, the guiding principles adopted by the International Community during the Dublin and Rio de Janeiro Conferences, constitute today the universal basis for the stakeholders engaged in the search for sustainable water resources management. By putting the links between the social and economic aspects, these principles clearly make of IWRM an essential tool in the countries sustainable develop-

ment policies.

The four Dublin principles
Principe N°1: fresh water is a limited and vulnerable resource, which is indispensable for life, development and environment;
Principe N°2: water exploitation and management must be based on a participatory approach, involving users, planners and policy-makers at all levels.
Principe N°3: women play a central role in water supply, management and protection.
Principe N°4: water has an economic value in all its competitive uses and must be recognized as an economic good.

Le GWP/WAWP et les OMD

Le GWP, fidèle à sa mission d'aider les Etats à gérer de façon durable leurs ressources en eau, conformément à l'engagement pris à Johannesburg d'aider les pays en développement, a négocié et obtenu du Canada et les Pays Bas le financement d'un programme visant à accompagner certains pays africains dans leur effort pour mener à bien le processus d'élaboration de leurs plans nationaux de gestion intégrée des ressources en eau. Ce programme connu sous le nom de PAWD (Programme for Africa's Water Development- PAWD) a démarré en fin 2004 dans sa première phase financée par le Canada (PAWD I) et qui soutient cinq pays dont deux en Afrique de l'Ouest (Mali et Sénégal). La conduite de ce programme a révélé une très forte volonté politique des Etats à apporter de sérieuses réformes à tous les niveaux nécessaires pour mieux gérer les ressources en eau. Au Mali comme au Sénégal, les autorités politiques en charge des questions de l'eau se sont impliquées et conduisent avec fermeté la mise en œuvre de ce programme dont la coordination régionale est assurée par le Partenariat Ouest Africain de l'Eau (GWP/WAWP). Cette grande disponibilité des autorités est conforme à leur engagement au niveau régional avec l'adoption en 2000 du Plan d'Action Régional des Gestion Intégrée des ressources en Eau (PARGIRE/AO) par les Chefs d'Etat de la CEDEAO.

Le PAWD s'est «arrimé» sur les programmes nationaux et a permis d'informer, de sensibiliser et de mobiliser l'ensemble des acteurs du secteur de l'eau pour qu'ils apportent leur contribution au processus de réforme du secteur. Ce pari a été réussi au Mali comme au Sénégal à travers une série d'ateliers tenue dans les différentes régions de l'intérieur. Cette mobilisation sociale était un complément indispensable aux différentes études thématiques réalisées en plus des sessions de renforcement des capacités des acteurs clés. On dispose aujourd'hui des grandes lignes de l'ossature du plan d'action national GIRE à élaborer. Les premiers drafts en tous les cas sont attendus avant la fin de l'année 2006 pour le Mali et le Sénégal. Le PAWD II financé lui par les Pays Bas accompagne six pays africains dont deux en Afrique de l'Ouest (Bénin et Cap vert). Il vient de démarrer en fin 2005 et va s'étendre comme le PAWD I sur trois ans. Déjà on peut relever une volonté politique infaillible au niveau des autorités des Etats et l'accueil favorable des acteurs du secteur de l'eau.

The GWP/WAWP and the MDGs

Following its mission of helping the States to manage their water resources sustainably and in line with the Johannesburg commitment to help the developing countries, GWP has negotiated with and received from Canada and the Netherlands the funding of a programme that aims at supporting some African countries in their effort to complete the development process of their national integrated water resources management plans. This programme known as the Programme for Africa's Water Development (PAWD) started at the end of 2004 in its first phase funded by Canada (PAWD I) and has been supporting five countries including two in West Africa (Mali and Senegal). The conduct of this programme revealed a very strong political will of the States to undertake serious reforms needed at all the levels to better manage water resources. In Mali as in Senegal, the political authorities in charge of water issues involved themselves. They are leading firmly the implementation of this programme whose regional coordination is ensured by the West African Water Partnership (GWP/WAWP). This great availability of the authorities is in keeping with their commitment made at the regional level with the approval in 2000 of the Regional Integrated Water Resources Management Action Plan (PARGIRE/AO) by the ECOWAS Heads of State.

PAWD was integrated in national programmes and enabled information, sensitisation, and mobilisation of all the actors in the water sector so that they can bring their contribution to the reform process of the sector. This bet was successful in Mali and in Senegal through a series of workshops held in the various country regions. This social mobilisation was an essential supplement to the various thematic studies carried out in addition to the key actors' capacity building sessions. Today the framework of the national IWRM action plan to be worked out is available. Anyway, the first drafts are expected before the end of 2006 for Mali and Senegal. PAWD II funded by the Netherlands is supporting six African countries including two in West Africa (Benin and Cape Verde). It has just started at the end of 2005 and will like the PAWD I take about three years. One can already point out an infallible political will of the Government authorities and a favourable response of the actors in the water sector.

du monde ont convenu au Sommet du Millénaire en septembre 2000 à New York. Les OMD se composent de huit (8) objectifs (voir encadré page...), dix-huit (18) cibles et 48 indicateurs⁵. Pour chaque objectif une ou plusieurs cibles ont été fixées, la plupart pour 2015, en utilisant l'année 1990 comme repère.

Les huit objectifs des OMD⁶

- Objectif 1 : Supprimer la faim et la pauvreté extrêmes
- Objectif 2 : Réaliser l'éducation primaire universelle
- Objectif 3 : Promouvoir l'égalité de genre et habiliter les femmes
- Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile
- Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle
- Objectif 6 : lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies
- Objectif 7 : assurer la pérennité environnementale
- Objectif 8 : développer un Partenariat Mondial pour le développement

L'eau est reliée à l'objectif n° 7 mais de manière intrinsèque inter-

connectée aux huit objectifs. Le Sommet Mondial sur le Développement Durable (SMDD) à Johannesburg en 2002 a ajouté au catalogue l'assainissement de base. La réduction de moitié d'ici à 2015 de la proportion de la population sans accès à l'eau potable saine et à l'assainissement de base constitue une des cibles définies dans les OMD⁷.

L'accès aux services d'approvisionnement en eau se définit comme la disponibilité d'au moins 20 litres par personne par jour « d'une source améliorée » située à moins d'un kilomètre du logement de l'utilisateur. Les « sources améliorées » sont celles qui sont susceptibles de fournir de l'eau saine. En matière d'approvisionnement en eau, l'objectif général des stratégies nationales est l'amélioration cohérente et planifiée des conditions d'approvisionnement en eau potable. L'atteinte de cet objectif revêt des conditions spécifiques selon les pays, notamment au regard des exigences de durabilité des équipements et de pérennité du service⁸. On note (IRC,2004), qu'en 2000, 1,2 milliards de personnes n'avaient toujours pas accès à une



source d'eau améliorée avec 25% d'elles en Afrique subsaharienne et environ 2,4 milliards de personnes manquaient encore de système d'assainissement adéquat.

L'assainissement a d'abord été la « bête noire » des urbanistes, la « dernière roue de la charrette » de leurs réflexions et productions en matière de développement urbain. Fort heureusement, un regain d'intérêt est arrivé avec la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. En effet, un assainissement inapproprié est l'un des indicateurs clés de la pauvreté urbaine, et l'absence de système adéquat d'élimina-

tion des déchets humains rend les conditions de vie des populations encore plus précaires et fragilise leur santé. La réalisation des OMD nécessitera la fourniture à environ 1,5 milliards de personnes l'accès à de l'eau saine et 2 milliards à l'assainissement de base entre 2000 et 2015.

La GIRE, un outil pour la réalisation des OMD

Le Sommet Mondial du Développement Durable (SMDD) tenu à Johannesburg en 2002 a confirmé l'importance de l'eau et de ses

⁵ Vous trouverez de plus amples informations sur le site web du PNUD au <http://www.undp.org/mdgs/>.

⁶ source: <http://www.developpementgoal.org/achieving-the-goals.htm>

⁷ Cible N°10 « réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion de la population sans accès à l'eau potable saine et à l'assainissement » et Indicateurs 30 et 31 « Pourcentage de population ayant accès à une source d'eau améliorée, en milieu urbain et rural »

⁸ IRC, Centre International de l'Eau et de l'Assainissement et KfW, 2004. Suivi des objectifs du millénaire pour le développement. Des expériences et des défis.



The MDGs: another fashion?

The Millennium Development Goals (MDGs) constitute an ambitious Programme for poverty reduction and life improvement, which the world leaders agreed on during the Millennium Summit in September 2000 in New York. The MDGs include eight (8) objectives (see boxed piece of text), eighteen (18) targets and 48 indicators⁵. For each objective, one or several targets are set, most of them for 2015, using the year 1990 as a reference point.

The eight objectives of the MDGs⁶

- objective 1 : eradicate extreme hunger and poverty
- objective 2 : achieve universal primary education
- objective 3 : promote gender equality and empower women
- objective 4 : reduce child mortality
- objective 5 : improve maternal health
- objective 6 : combat HIV/AIDS, malaria and the other diseases
- objective 7 : ensure environmental sustainability
- objective 8 : develop a Global Partnership for development

Water is related to objective n° 7, but it is intrinsically interconnected to the eight objectives. The World Summit on Sustainable Development (WSSD) held in Johannesburg in 2002 added basic sanitation to the agenda. The reduction by half of the proportion of the population without access to healthy drinking water and basic sanitation by 2015 constitutes one of the targets defined in the MDGs⁷.

Access to water supply services is defined as the availability of at least 20 litres per person per day «from an improved source» located at least at one kilometre far from the user's house. The "improved sources" are those likely to supply healthy water. As far as water supply is concerned, the general objective of the national

⁵ You can find further information on the UNDP web site at <http://www.undp.org/mdg/>.

⁶ source: <http://www.developpementgoal.org/achieving-the-goals.htm>

⁷ Target N°10 « reduce by half by 2015 the proportion of the population with no access to healthy drinking water and sanitation » and Indicators 30 and 31 « Percentage of population having access to an improved water source, in rural and urban environment »

⁸ IRC, International Centre for water and Sanitation and KfW, 2004. Millennium Development Goals follow-up. Experiences and challenges.

strategies is the coherent and planned improvement of drinking water supply conditions. The achievement of this objective has specific conditions, depending on the countries, notably in view of the requirements of the equipments and service sustainability⁸. One can note (IRC, 2004), that in 2000, 1.2 billion people still had no access to an improved water source, 25% of whom lived in Sub-Saharan Africa and about 2.4 billion persons still lacked adequate sanitation system.

Sanitation has first been the «pet hate» of town planners, the «last concern» of their reflections and productions as far as urban development is concerned. Fortunately, renewed interest is prompted with the International Drinking Water and Sanitation

liens indispensables avec les autres aspects du développement et réaffirmé la nécessité d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. Enfin l'élaboration des plans d'actions nationaux de GIRE avant fin 2005, a été l'une des recommandations formulées par le SMDD.⁹ En effet, les plans nationaux GIRE et d'efficacité de l'eau doivent offrir le contexte et les prérequis pour les plans d'approvisionnement en eau potable et un assai-

nissement de base à la population en vue d'assurer leur durabilité.

L'eau étant essentielle à tous les compartiments de la vie sur terre, la gestion durable des ressources en eau constitue un facteur clé pour la réalisation des autres objectifs du millénaire, tels que éradiquer la faim et la pauvreté extrêmes, assurer un environnement durable ou améliorer les conditions sanitaires en général et atteindre l'objectif spécifique qui

est la réduction de la mortalité infantile et maternelle.

Comme précédemment mentionné, la GIRE est un élément important de la stratégie de mise en œuvre des OMD et doit donc être une composante centrale des politiques et stratégies nationales pour combattre la pauvreté, la faim, promouvoir la santé et les objectifs de pérennité environnementale.

C'est une Lapalissade que de dire que les OMD ne peuvent être atteints sans une gestion intégrée et rationnelle des ressources en eau. Peut-on réellement atteindre un développement durable sans un accès à de l'eau potable et à un système d'assainissement adéquat ? Certainement pas. En effet, la mise en œuvre de la GIRE basée sur des politiques concertées de développement devrait permettre d'accroître la sécurité des approvisionnements en eau domestiques, de réduire les coûts de traitement et faire face efficacement à la pollution. Cela devrait également faciliter l'introduction de solutions durables aux problèmes d'assainissement notamment à minimiser les sources de production de déchets, à réduire les effets directs des déchets et à résoudre les problèmes d'assainissement le plus près possible de l'endroit où cela se passe.

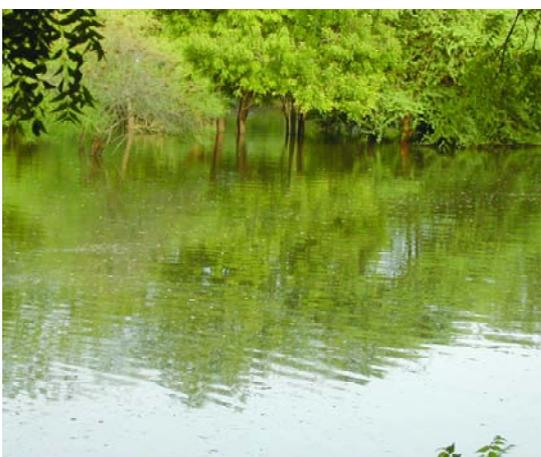
Conclusion

La GIRE est maintenant acceptée par une frange importante de décideurs comme une approche novatrice pour aboutir à la gestion durable des ressources en eau. Il existe plusieurs outils de promotion de la GIRE qui ont été élaborés en collaboration avec les différents acteurs du secteur de l'eau. Le GWP avec l'expertise technique disponible au sein de son réseau appuie toutes les initiatives allant dans ce sens.

Il est également admis qu'une bonne gestion des ressources en eau aiderait les pays en développement à atteindre les OMD qui abordent des questions telles que la pauvreté, la faim, l'éducation, la santé, l'égalité du genre et la préservation de l'environnement. En effet, la disponibilité et la qualité de l'eau avec une gestion responsable, sont des contributions importantes pour réaliser les objectifs ; « l'eau étant essentielle à la production et la production est à l'évidence, un facteur de réduction de la pauvreté¹⁰ ». Aragon, ne disait-il pas que « sans eau je suis moins qu'une mouche... Rien moins qu'un amas de pierres. »

Birguy LAMIZANA

¹⁰ Running water n°12



Decade. Indeed, inappropriate sanitation is one of the key indicators of urban poverty, and the lack of adequate human waste elimination system makes the living conditions of the population precarious and weakens their health. The achievement of the MDGs will require the supply to about 1.5 billion people an access to safe water and to 2 billion people an access to basic sanitation between 2000 and 2015.

IWRM, a tool for achieving the MDGs

The World Summit on Sustainable Development (WSDD), held in Johannesburg in 2002 confirmed the importance of water and its indispensable links with the other aspects of development and reaffirmed the need to achieve the Millennium Development Goals. Finally, the elaboration of national IWRM action plans before 2005 was one of the recommendations

formulated by the WSDD.⁹ Indeed, national IWRM and water efficiency plans must provide the context and prerequisite for drinking water and basic sanitation supply to the populations, in order to ensure their sustainability.

Since water is essential to all sectors of life on the earth, the sustainable water resource management is a key factor to the achievement of the millennium goals, such as eradicating hunger and extreme poverty, securing a sustainable environment or improving the sanitary conditions as a whole and achieving the specific objective which is the reduction of child and maternal mortality.

As mentioned earlier, IWRM is an important element of the MDGs implementation strategy and must then be a central component of the national policies and strategies to combat poverty, hunger, promote health, and the objectives of environmental sustainability.

It is stating the obvious that to say that the MDGs cannot be achieved without integrated and rational water resources management. Can we really achieve sustainable development without access to drinking water and a relevant sanitation system? Certainly, not. Indeed, the implementation of IWRM, based on consulted development policies should enable to increase the security of household water supply in order to reduce the cost of treatment and efficiently face pollution. This should equally facilitate the introduction of sustainable solutions to the sanitation problems, notably minimizing the waste production, reducing the direct effects of waste and solving the sanitation problems as close as possible to the place where it takes place.

Conclusion

IWRM is currently accepted by an important part of decision-makers as an innovative approach to reach sustainable water resources management. There are several tools for IWRM pro-

motion which were developed in collaboration with the various water sector stakeholders. GWP, with the available technical expertise within its network, brings support to all the initiatives in this sense.

It is also admitted that water resources good management would help the developing countries achieve the MDGs, which address the issue of poverty, hunger, education, health, gender equity and environmental preservation. Indeed, the availability of quality water with responsible management are important contributions to the achievement of the objectives; « since water is essential to production, which is obviously a factor for poverty reduction¹⁰ ». Did Aragon, not say that « without water, I am less than a fly... Less than a heap of stones. »

Birguy LAMIZANA

¹⁰ Running water n°12

⁹ The commitment made states :« to elaborate by 2005, plans for water resource integrated management and efficient use and provide support to developing countries, by acting at all levels ». You can find more details in the WSDD implementation plan.

Objectifs, cibles et indicateurs

Un ensemble de 8 objectifs, 18 cibles et 48 indicateurs servant à mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ont été retenus à l'unanimité par un groupe d'experts du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, du FMI, de l'OCDE et de la Banque mondiale. Chacun des indicateurs présentés ci-dessous est lié aux séries de données du millénaire ainsi qu'aux séries de références se rapportant à la cible en question. Pour une description du processus de suivi on se reportera [Aux objectifs de développement du Millénaire](#). (Site web du PNUD)

Objectif 1. Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim

Cible 1.

Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour

Indicateurs

1. Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour en parité du pouvoir d'achat (1993 PPA) (Banque mondiale)^a
2. Indice d'écart de la pauvreté [incidence de la pauvreté x degré de pauvreté] (Banque mondiale)
3. Part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation nationale (Banque mondiale)

Cible 2.

Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim

Indicateurs

4. Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale (UNICEF-OMS)
5. Proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique (FAO)

Objectif 2. Assurer l'éducation primaire pour tous

Cible 3.

D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires

Indicateurs

6. Taux net de scolarisation dans le primaire (UNESCO)
7. Proportion d'écoliers commençant la première année d'études dans l'enseignement primaire et achevant la cinquième (UNESCO)^b
8. Taux d'alphabétisation des 15 à 24 ans (UNESCO)

Objectif 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Cible 4.

Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et en tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard

Indicateurs

9. Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, respectivement (UNESCO)
10. Taux d'alphabétisation des femmes de 15 à 24 ans par rapport à celui des hommes (UNESCO)
11. Pourcentage de salariées dans le secteur non agricole qui sont femmes (OIT)
12. Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national (UPI)

Objectif 4. Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans

Cible 5.

Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans

Indicateurs

13. Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (UNICEF-OMS)
14. Taux de mortalité infantile (UNICEF-OMS)
15. Proportion d'enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole (UNICEF-OMS)

Objectif 5. Améliorer la santé maternelle

Cible 6. Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle

Indicateurs

16. Taux de mortalité maternelle (UNICEF-OMS)
17. Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié (UNICEF-OMS)

Objectif 6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

Cible 7

D'ici à 2015 avoir stoppé la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle

Note:

^a Pour le suivi des tendances de la pauvreté au niveau national, des indicateurs basés sur les niveaux nationaux de pauvreté doivent être utilisés, s'ils sont disponibles.

^b L'indicateur alternatif "Taux d'achèvement primaire" est en train d'être mis au point.

Goals, targets and indicators

A framework of 8 goals, 18 targets and 48 indicators to measure progress towards the Millennium Development goals was adopted by a consensus of experts from the United Nations Secretariat and IMF, OECD and the World Bank.

Each indicator below is linked to millennium data series as well as to background series related to the target in question.

For a description of the monitoring process, see [About the Millennium Development Goals](#). (on UNDP Website)

Goal 1. Eradicate extreme poverty and hunger

Target 1.

Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people whose income is less than one dollar a day

Indicators

1. Proportion of population below \$1 (1993 PPP) per day (World Bank)^a
2. Poverty gap ratio [incidence x depth of poverty] (World Bank)
3. Share of poorest quintile in national consumption (World Bank)

Target 2.

Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people who suffer from hunger

Indicators

4. Prevalence of underweight children under five years of age (UNICEF-WHO)
5. Proportion of population below minimum level of dietary energy consumption (FAO)

Goal 2. Achieve universal primary education

Target 3.

Ensure that, by 2015, children everywhere, boys and girls alike, will be able to complete a full course of primary schooling

Indicators

6. Net enrolment ratio in primary education (UNESCO)
7. Proportion of pupils starting grade 1 who reach grade 5 (UNESCO)^b
8. Literacy rate of 15-24 year-olds (UNESCO)

Goal 3. Promote gender equality and empower women

Target 4.

Eliminate gender disparity in primary and secondary education, preferably by 2005, and in all levels of education no later than 2015

Indicators

9. Ratio of girls to boys in primary, secondary and tertiary education (UNESCO)
10. Ratio of literate women to men, 15-24 years old (UNESCO)
11. Share of women in wage employment in the non-agricultural sector (ILO)
12. Proportion of seats held by women in national parliament (IPU)

Goal 4. Reduce child mortality

Target 5.

Reduce by two thirds, between 1990 and 2015, the under-five mortality rate

Indicators

13. Under-five mortality rate (UNICEF-WHO)
14. Infant mortality rate (UNICEF-WHO)
15. Proportion of 1 year-old children immunized against measles (UNICEF-WHO)

Goal 5. Improve maternal health

Target 6. Reduce by three quarters, between 1990 and 2015, the maternal mortality ratio

Indicators

16. Maternal mortality ratio (UNICEF-WHO)
17. Proportion of births attended by skilled health personnel (UNICEF-WHO)

Goal 6. Combat HIV/AIDS, malaria and other diseases

Target 7

Have halted by 2015 and begun to reverse the spread of HIV/AIDS

Indicators

18. HIV prevalence among pregnant women aged 15-24 years (UNAIDS-WHO-UNICEF)
19. Condom use rate of the contraceptive prevalence rate (UN Population Division)^c
 - 19a. Condom use at last high-risk sex (UNICEF-WHO)
 - 19b. Percentage of population aged 15-24 years with comprehensive correct knowledge of HIV/AIDS (UNICEF-WHO)^d
 - 19c. Contraceptive prevalence rate (UN Population Division)

Footnote:

^a For monitoring country poverty trends, indicators based on national poverty lines should be used, where available.

^b An alternative indicator under development is "primary completion rate".

Indicateurs

- 18.** Taux de prévalence du VIH parmi les femmes enceintes âgées de 15 à 24 ans (ONUSIDA-OMS-UNICEF)
19. Taux d'utilisation du préservatif sur le taux de prévalence des contraceptifs (Division de la population du Secrétariat de l'ONU)^c
19a. Utilisation d'un préservatif lors du dernier rapport sexuel à risque (UNICEF-OMS)
19b. Population âgée de 15 à 24 ans ayant une bonne connaissance générale du VIH/sida (UNICEF-OMS)^d
19c. Taux d'utilisation de la contraception (Division de la population du Secrétariat de l'ONU)
20. Taux de scolarisation des orphelins par rapport au taux de scolarisation des autres enfants non-orphelins âgés de 10 à 14 ans (UNICEF-ONUSIDA-OMS)

Cible 8.

D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres maladies, et avoir commencé à inverser la tendance actuelle

Indicateurs

- 21.** Taux de prévalence du paludisme et taux de mortalité liée à cette maladie (OMS)
22. Proportion de la population vivant dans les zones à risque qui utilisent des moyens de protection et des traitements efficaces contre le paludisme (UNICEF-OMS)^e
23. Taux de prévalence de la tuberculose et taux de mortalité liée à cette maladie (OMS)
24. Proportion de cas de tuberculose détectés et soignés dans le cadre DOTS (la stratégie contre la tuberculose recommandée au niveau international) (OMS)

Objectif 7. Assurer un environnement durable

Cible 9.

Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales

Indicateurs

- 25.** Proportion de zones forestières (FAO)
26. Superficie des terres protégées pour préserver la biodiversité (par rapport à la superficie totale) (PNUF-WCMC)
27. Énergie consommée (en kilogrammes d'équivalent pétrole) par 1.000 dollars de produit intérieur brut (PIB) (AIE, Banque mondiale)
28. Émissions de dioxyde de carbone, par habitant (CCNUCC, Division de statistique de l'ONU) et consommation de chlorofluorocarbones qui appauvrissent la couche d'ozone (en tonnes de PDO) (PNUF-Secrétariat de l'ozone)
29. Proportion de la population utilisant des combustibles solides (OMS)

Cible 10.

Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau de boisson salubre et à des services d'assainissement de base

Indicateurs

- 30.** Proportion de la population ayant accès de façon durable à une source d'eau meilleure (zones urbaines et rurales) (UNICEF-OMS)
31. Proportion de la population ayant accès à un meilleur système d'assainissement (zones urbaines et rurales) (UNICEF-OMS)

Cible 11.

Réussir, d'ici à 2020, à améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis

Indicateurs

- 32.** Proportion des ménages ayant accès à la sécurité d'occupation des logements (ONU-Habitat)

Objectif 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Les indicateurs correspondant aux cibles 12 à 15 sont présentés ci-dessous dans une liste combinée.

Cible 12.

Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire.

Notes:

^c Parmi les méthodes contraceptives, seul le préservatif est efficace pour prévenir la transmission du VIH. Le taux d'utilisation du préservatif n'étant mesuré que parmi les femmes qui vivent dans une union, il est complété par un indicateur sur l'utilisation du préservatif dans les situations à haut risque (indicateur 19a) et par un indicateur des connaissances concernant le VIH/sida (indicateur 19b). L'indicateur 19c (taux d'utilisation de la contraception) est également utile pour suivre les progrès accomplis vers la réalisation des autres objectifs relatifs à la santé, à la parité des sexes et à la lutte contre le chômage.

^d Cet indicateur est défini comme le pourcentage de la population âgée de 15 à 24 ans qui sait quelles sont les deux grandes méthodes permettant de prévenir la transmission du VIH par la voie sexuelle (utiliser des préservatifs et n'avoir de rapports sexuels qu'avec un seul partenaire fidèle et non infecté), qui rejette les deux idées fausses concernant la transmission du VIH qui ont le plus communément cours sur le plan local et qui sait qu'une personne apparemment en bonne santé peut transmettre le VIH. Toutefois, comme l'on ne dispose pas encore d'un nombre suffisant d'enquêtes à partir desquelles calculer cet indicateur tel que défini, l'UNICEF, en collaboration avec ONUSIDA et l'OMS, a mis au point deux indicateurs indirects qui rendent compte de deux aspects, à savoir : (a) le pourcentage de femmes et d'hommes âgés de 15 à 24 ans qui savent que l'on peut se protéger de l'infection par le VIH « en utilisant systématiquement des préservatifs » ; (b) le pourcentage de femmes et d'hommes âgés de 15 à 24 ans qui savent qu'une personne apparemment en bonne santé peut transmettre le VIH. Les données du rapport publié cette année ne portent que sur les femmes.

^e La prévention est mesurée par le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui dorment sous une moustiquaire imprégnée d'insecticides. Le traitement est mesuré par le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui sont traités de manière appropriée.

20. Ratio of school attendance of orphans to school attendance of non-orphans aged 10-14 years (UNICEF-UNAIDS-WHO)

Target 8.

Have halted by 2015 and begun to reverse the incidence of malaria and other major diseases

Indicators

- 21.** Prevalence and death rates associated with malaria (WHO)
22. Proportion of population in malaria-risk areas using effective malaria prevention and treatment measures (UNICEF-WHO)^f
23. Prevalence and death rates associated with tuberculosis (WHO)
24. Proportion of tuberculosis cases detected and cured under DOTS (internationally recommended TB control strategy) (WHO)

Goal 7. Ensure environmental sustainability

Target 9

Integrate the principles of sustainable development into country policies and programmes and reverse the loss of environmental resources

Indicators

- 25.** Proportion of land area covered by forest (FAO)
26. Ratio of area protected to maintain biological diversity to surface area (UNEP-WCMC)
27. Energy use (kg oil equivalent) per \$1,000 GDP (PPP) (IEA, World Bank)
28. Carbon dioxide emissions per capita (UNFCCC, UNSD) and consumption of ozone-depleting CFCs (ODP tons) (UNEP-Ozone Secretariat)
29. Proportion of population using solid fuels (WHO)

Target 10.

Have, by 2015, the proportion of people without sustainable access to safe drinking water and sanitation

Indicators

- 30.** Proportion of population with sustainable access to an improved water source, urban and rural (UNICEF-WHO)
31. Proportion of population with access to improved sanitation, urban and rural (UNICEF-WHO)

Target 11.

By 2020, to have achieved a significant improvement in the lives of at least 100 million slum dwellers

Indicators

- 32.** Proportion of households with access to secure tenure (UN-HABITAT)

Goal 8. Develop a global partnership for development

Indicators for targets 12-15 are given below in a combined list.

Target 12.

Develop further an open, rule-based, predictable, non-discriminatory trading and financial system.

Includes a commitment to good governance, development and poverty reduction - both nationally and internationally

Target 13.

Address the special needs of the least developed countries.

Includes: tariff and quota-free access for least developed countries' exports; enhanced programme of debt relief for heavily indebted poor countries (HIPC) and cancellation of official bilateral debt; and more generous ODA for countries committed to poverty reduction

Target 14.

Address the special needs of landlocked developing countries and small island developing States (through the Programme of Action for the Sustainable Development of Small Island Developing States and the outcome of the twenty-second special session of the General Assembly)

Footnotes:

^c Among contraceptive methods, only condoms are effective in preventing HIV transmission. Since the condom use rate is only measured amongst women in union, it is supplemented by an indicator on condom use in high-risk situations (indicator 19a) and an indicator on HIV/AIDS knowledge (indicator 19b). Indicator 19c (contraceptive prevalence rate) is also useful in tracking progress in other health, gender and poverty goals.

^d This indicator is defined as the percentage of population aged 15-24 who correctly identify the two major ways of preventing the sexual transmission of HIV (using condoms and limiting sex to one faithful, uninfected partner), who reject the two most common local misconceptions about HIV transmission, and who know that a healthy-looking person can transmit HIV. However, since there are currently not a sufficient number of surveys to be able to calculate the indicator as defined above, UNICEF, in collaboration with UNAIDS and WHO, produced two proxy indicators that represent two components of the actual indicator. They are the following: (a) percentage of women and men 15-24 who know that a person can protect herself from HIV infection by "consistent use of condom"; (b) percentage of women and men 15-24 who know a healthy-looking person can transmit HIV.

^e Prevention to be measured by the percentage of children under 5 sleeping under insecticide-treated bednets; treatment to be measured by percentage of children under 5 who are appropriately treated.

Cela suppose un engagement en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, aux niveaux tant national qu'international

Cible 13.

S'attaquer aux besoins particuliers des pays les moins avancés.

La réalisation de cet objectif suppose l'admission en franchise et hors contingents des produits exportés par les pays les moins avancés; l'application du programme renforcé d'allègement de la dette des PPTE et l'annulation des dettes bilatérales envers les créanciers officiels; et l'octroi d'une APD plus généreuse aux pays qui démontrent leur volonté de lutter contre la pauvreté

Cible 14.

Répondre aux besoins particuliers des petits États insulaires en développement (en appliquant le Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement et les conclusions de la vingt-deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale)

Cible 15.

Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement, par des mesures d'ordre national et international propres à rendre leur endettement viable à long terme

Certains des indicateurs ci-après seront évalués séparément dans les cas des pays les moins avancés (PMA), de l'Afrique, des pays sans littoral et des petits États insulaires en développement

Indicateurs

Aide publique au développement (APD)

33. APD nette, total et aux PMA, en pourcentage du produit national brut des pays donateurs membres du CAD/OCDE (OCDE)

34. Proportion du montant total de l'APD bilatérale des pays donateurs membres du CAD/OCDE allouée par secteur aux services sociaux de base (éducation de base, soins de santé primaires, nutrition, eau salubre et assainissement) (OCDE)

35. Proportion de l'APD bilatérale de pays donateurs membres du CAD/OCDE qui est déliée (OCDE)

36. APD reçue par les pays en développement sans littoral en tant que pourcentage de leur RNB (OCDE)

37. APD reçue par les petits États insulaires en développement en tant que pourcentage de leur RNB (OCDE)

Accès au marché

38. Proportion du total des importations des pays développés (en valeur et à l'exclusion des armes) en provenance des pays en développement et des pays les moins avancés admises en franchise de droit (CNUCED, OMC, Banque mondiale)

39. Taux moyens de droits appliqués par les pays développés aux produits agricoles et textiles et vêtements en provenance des pays en développement (CNUCED, OMC, Banque mondiale)

40. Estimation des subventions agricoles dans les pays de l'OCDE en pourcentage de leur PIB (OCDE)

41. Proportion de l'APD allouée au renforcement des capacités commerciales (OCDE, OMC)

Viabilité de la dette

42. Nombre total de pays ayant atteint les points de décision de l'initiative PPTE et nombre total de pays ayant atteint les points d'achèvement (cumulatif) (FMI-Banque mondiale)

43. Engagement d'allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE (FMI-Banque mondiale)

44. Service de la dette, en pourcentage des exportations de biens et services (FMI-Banque mondiale)

Cible 16.

En coopération avec les pays en développement, formuler et appliquer des stratégies qui permettent aux jeunes de trouver un travail décent et utile

Indicateurs

45. Taux de chômage des jeunes âgées de 15 à 24 ans, pour chaque sexe et taux global (OIT)^f

Cible 17.

En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement

Indicateurs

46. Proportion de la population ayant accès de façon durable à des médicaments de base d'un coût abordable (OMS)

Cible 18.

En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient à la portée de tous

Indicateurs

47. Nombre de lignes téléphoniques et d'abonnés au téléphone portable pour 100 habitants (UIT)

48. Nombre de micro-ordinateurs pour 100 habitants et d'internautes pour 100 habitants (UIT)

Notes:

^f Pour les années à venir, l'Organisation internationale du Travail (OIT) est en train d'être mis au point une méthode plus efficace de mesure concernant cette cible.

Target 15.

Deal comprehensively with the debt problems of developing countries through national and international measures in order to make debt sustainable in the long term

Some of the indicators listed below are monitored separately for the least developed countries (LDCs), Africa, landlocked developing countries (LLDCs) and small island developing States (SIDS)

Indicators

Official development assistance (ODA)

33. Net ODA, total and to LDCs, as percentage of OECD/Development Assistance Committee (DAC) donors' gross national income (GNI)(OECD)

34. Proportion of total bilateral, sector-allocable ODA of OECD/DAC donors to basic social services (basic education, primary health care, nutrition, safe water and sanitation) (OECD)

35. Proportion of bilateral ODA of OECD/DAC donors that is untied (OECD)

36. ODA received in landlocked developing countries as a proportion of their GNIs (OECD)

37. ODA received in small island developing States as proportion of their GNIs (OECD)

Market access

38. Proportion of total developed country imports (by value and excluding arms) from developing countries and from LDCs, admitted free of duty (UNCTAD, WTO, WB)

39. Average tariffs imposed by developed countries on agricultural products and textiles and clothing from developing countries (UNCTAD, WTO, WB)

40. Agricultural support estimate for OECD countries as percentage of their GDP (OECD)

41. Proportion of ODA provided to help build trade capacity (OECD, WTO)

Debt sustainability

42. Total number of countries that have reached their Heavily Indebted Poor Countries Initiative (HIPC) decision points and number that have reached their HIPC completion points (cumulative) (IMF - World Bank)

43. Debt relief committed under HIPC initiative (IMF-World Bank)

44. Debt service as a percentage of exports of goods and services (IMF-World Bank)

Target 16.

In cooperation with developing countries, develop and implement strategies for decent and productive work for youth

Indicators

45. Unemployment rate of young people aged 15-24 years, each sex and total (ILO)^f

Target 17.

In cooperation with pharmaceutical companies, provide access to affordable essential drugs in developing countries

Indicators

46. Proportion of population with access to affordable essential drugs on a sustainable basis (WHO)

Target 18.

In cooperation with the private sector, make available the benefits of new technologies, especially information and communications

Indicators

47. Telephone lines and cellular subscribers per 100 population (ITU)

48. Personal computers in use per 100 population and Internet users per 100 population (ITU)

Footnote:

^f An improved measure of the target for future years is under development by the International Labour Organization (ILO).

GIRE et OMD au Niger

By Mahamane Moustapha ADAMOU

Hydrologue (Génie rural), Département Génie Rural, Eaux et Forêts
Faculté d'Agronomie / CRESA - Université de Niamey

Introduction

Pays sahélien, d'une superficie de **1 268 000 Km²**, le Niger dispose d'un potentiel hydrique très important. En effet, les écoulements souterrains représentent 2,5 milliards de m³, tandis que les ressources hydrauliques non renouvelables sont estimées à environ 2000 milliards de m³. La population du Niger est estimée à

plus de 11 millions (2001) avec un taux d'accroissement annuel de 3,2%. Le pays est subdivisé en 8 régions, 36 départements et 235 communes. Les ressources en eau en année normale sont quant à elles évaluées à plus de 31 milliards.

Ainsi, aussi paradoxal que cela puisse paraître, le Niger, pays sec, dispose d'abondantes ressources en eau, surtout souterraines. Le problème essentiel demeure l'accessibilité à ces ressources dont

les conditions d'exploitation ne permettent pas de satisfaire, dans les conditions optimales, les besoins des populations, du cheptel, de l'agriculture et de l'industrie.

Donc, du point de vue disponibilité le Niger ne doit en principe pas souffrir de problème d'eau et devrait pouvoir atteindre les objectifs du millénaire pour le développement notamment la cible 10. Mais en réalité des problèmes d'ordre naturel, social et économique entravent la réalisation de ces objectifs.

Des conditions naturelles défavorables !

Les eaux de pluies constituent les principales sources pour la recharge de la nappe phréatique. Or, ces pluies qui tombent pendant les trois à quatre mois de la saison des pluies sont généralement mal réparties dans le temps et dans l'espace. Ces variations sont intra et inter-annuelles. Les fortes dégradations de sol liées à la désertification ont entraîné en plus un processus d'érosion hydrique qui limite fortement l'humectation et l'infiltration des eaux dans le sol. Les hauteurs moyennes annuelles varient du Nord au Sud de 50 à 900 mm. Le pays compte plus de 1000 mares dont 175 permanentes, menacées de nos jours par l'ensablement.

La situation des eaux souterraines est fort différente par rapport aux eaux superficielles principalement en raison de leur meilleure répartition sur le territoire national, mais leur disponibilité varie selon les zones. Le niveau de la nappe se trouve en général assez près de la surface (60 m) au sud du pays. Au centre du pays, ils sont à 100 m de profondeur. Quant elles sont captives, elles sont atteignables jusqu'à plus de 300 m de profondeur (centre et Nord du pays) avec des formations géologiques difficiles. Ces conditions aggravent le coût de réalisation des ouvrages hydrauliques, notamment les puits et forages.

Une forte pression démographique !

Le Niger a l'un des taux de croissance le plus élevé de l'Afrique (3,2%). De part sa composition ethnique et ses habitudes, la population est caractérisée par des habitations dispersées sur l'immense territoire du pays. En effet, selon le dernier recensement général de la population et de l'habitat réalisé en 2001, 83,81% de la population nigérienne est rurale et répartie dans des villages peuplés de 25 à 5000 habitants. Cet état de fait rend difficile la réalisation des ouvrages hydrauliques suivant les normes nationales et/ou internationales. La population est aussi inégalement répartie



Mahamane Moustapha ADAMOU

IWRM and MDGs in Niger

By Mahamane Moustapha ADAMOU

Hydrologist / Water resources (Génie rural)
Département Génie Rural, Eaux et Forêts
Faculté d'Agronomie / CRESA
Université de Niamey

INTRODUCTION

A Sahelian country, with a surface area of **1 268 000 km²**, Niger has a very important hydric potential. In fact, the ground flows represent 2.5 billion m³, while the non renewable hydraulic resources are estimated at about 2,000 billion m³. The Niger population is estimated at more than 11 millions (2001) with an annual increase rate of 3.2%. The country is divided into 8 regions, 36 departments and 235 districts. As for water resources during normal year, they are estimated at more than 31 billions.

Thus, as paradoxical as it may appear, Niger, which is a dry country, has abundant water resources, mostly ground water. The essential problem remains the accessibility to these resources whose exploitation conditions do not enable the satisfaction, in optimal conditions, of the needs of the populations, livestock, agriculture and industry.

Thus, from the point of view of availability, Niger should not normally suffer from water problems and should achieve the millennium development goals notably, target 10. But in reality, natural, social and economic problems hinder the achievement of these goals.

UNFAVOURABLE NATURAL CONDITIONS!

Rain waters constitute the main sources for refilling the ground water. But these rains, which fall for three to four months during the rainy season, are not generally well distributed in

time and space. They are intra and inter-annual variations. The important degradations of the land caused by desertification resulted in an hydric erosion process, which strongly limits the moistening and infiltration of waters in the ground. The annual average rainfall varies from North to South



Dossier / Special report

sur le territoire national : la densité croît du Nord au sud de 0,1 habitant au km² à 114 habitants au km².

Une grande disparité du taux de couverture !

Le taux de couverture en eau potable varie selon les régions : en 2001 il était de 77,34% pour la région d'Agadez et 46,40% pour la région de Tahoua. Il est différent aussi au sein d'une région : ainsi dans la région d'Agadez, le département d'Arlit pour la même année avait un taux de couverture en eau potable de 97,03% alors que le département de Bilma est couvert seulement à 22,92%. Ce taux concerne la couverture des besoins en eau potable en milieu rural à travers les ouvrages hydrauliques suivants : puits, forages et mini adduction d'eau potable.

18

Vers la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement !

Les centres urbains sont quant à eux desservis par le réseau d'adduction d'eau de la Société d'Exploitation des Eaux du Niger (SEEN).

Le taux de couverture des besoins



en eau potable a connu une fluctuation de 1990 à nos jours. De 1991 à 2000, l'évolution du taux de couverture en eau potable s'est traduite dans tous les départements par un écart négatif. Ainsi, évalué à 54% en 1990 (Bilan Commun de Pays, 2001), le taux de couverture des besoins en eau potable des populations nigériennes est descendu à 48% en 1996, avant de remonter sensiblement en 2000 à environ 52%. Ce

taux a trait à l'ensemble des ouvrages hydrauliques assurant la fourniture d'eau potable. Il faut noter que l'amplification des besoins en eau tient également de la forte croissance démographique (estimer à 3%). Quant aux objectifs de la Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'assainissement (DIEPA) qui visaient à atteindre le nombre de 22 000 points d'eau modernes (PEM) sur l'étendue du territoire,

ils n'ont été que de 18 248, et ce, dix ans après la fin de la décennie. L'évolution du taux de couverture national des besoins en eau potable en milieu rural durant les 4 dernières années (de 2001 à 2004) est la suivante : 54,21% en 2001 ; 55,74% en 2002 ; 56,90% en 2003 et 58,76% en 2004. Le nombre de points d'eau modernes en milieu rural pour les mêmes périodes est de : 19 906 en 2001 ; 21 102 en 2002 ; 22 209 en



from 50 to 900 mm. The country has more than 1000 ponds, out of which 175 are permanent, but threatened today by silting.

The situation of ground water is very different as compared to surface waters, mainly because of the better distribution throughout the national territory, but their availability varies according to the zones. The level of the ground water is generally close to the surface (60 m) in the south of the country. In the centre, they are located at 100 m of depth. When they are captive, they can be reached up to 300 m of depth (centre and North of the country) with difficult geologic formations. These conditions aggravate the cost of hydraulic works construction, notably wells and borings.

A high demographic pressure!

Niger has one of the highest growth rates in Africa (3.2%). By its ethnical composition and its habits, the population is characterized by scattered houses all over the immense territory of the country. In fact, according to the last general population and habitat census

conducted in 2001, 83.81% of the Niger population is rural population, living in villages, with 25 to 5000 inhabitants. This situation makes it difficult to realize hydraulics works according to the national and/or international standards.

The population is also unequally distributed all over the national territory: the density increases from North to South by 0.1 inhabitants per km² to 114 inhabitants per km².

A GREAT DISPARITY OF COVERAGE RATE !

The drinking water coverage rate varies according to the regions: in 2001 it was 77.34% for the Agadez region and 46.40% for the Tahoua region. It is also different within a region: thus in the region of Agadez, the department of Arlit had for the same year, a drinking water coverage of 97.03% whereas the Bilma department was covered only at 22.92%. This rate concerns the coverage of the drinking water needs in rural areas through the following hydraulic works:

2003 et 23 646 en 2004 soit un taux moyen annuel de croissance de 1,42%.

52 centres en milieu urbain sont desservis par le réseau d'adduction de la Société d'Exploitation des Eaux du Niger (SEEN) et le nombre de consommateurs est passé de près de 2 millions en 2001 à plus de 2,6 millions en 2005. La Communauté Urbaine de Niamey (CUN) dispose à elle seule de 53,6% du linéaire total de ce réseau. Elle abrite également 42% de l'ensemble des abonnés et 35% du nombre total des bornes fontaines exploitées sur l'ensemble du territoire. Depuis 2002, des efforts sont entrain d'être fournis par l'Etat à travers un vaste programme national d'extension et de modernisation des réseaux d'alimentation (Projet sectoriel eau exécuté par la Société du Patrimoine des Eaux du Niger - SPEN). Ce programme vise à l'amélioration sensible dans l'accès à l'eau potable des centres urbains. C'est ainsi que 4 chefs lieux de régions ont bénéficié de la réalisation de nouveaux châteaux d'eau : Niamey (4), Zinder (1), Tillabery (1) et Agadez (1).

L'Etat a instauré depuis 2002 une politique de tarification progressive (par tranche) du m³ en vue de réduire l'inégalité entre riches et pauvres dans l'accès à l'eau potable. C'est ainsi que par

exemple les dix premiers m³ d'eau consommés sont facturés à 127 FCFA le m³, et au-delà le m³ coûte 246 FCFA jusqu'à 40 m³. Les populations ne disposant pas de connexion au réseau paient le m³ à 175 FCFA.

Au regard de tous ces éléments, il apparaît que la couverture des besoins en eau potable des populations présente de grandes disparités et demeure encore une grande source de préoccupation. Les besoins ne font que s'amplifier, face à un rythme relativement lent de réalisation de nouveaux ouvrages et face à une urbanisation croissante et accélérée (taux d'urbanisation : 16,2%). A cela s'ajoute l'état de non-fonctionnalité d'un nombre important d'ouvrages hydrauliques (30%, en majorité les forages publics) faute d'entretien. Face à tout cela, la mise en place d'une vraie stratégie pour une gestion des ressources en eau s'avère nécessaire. La mise en place du Partenariat National de l'Eau en mars 2005 au Niger permettra de créer un mécanisme de dialogue entre les acteurs du secteur de l'eau afin d'élaborer un Plan d'Action dans le cadre de l'engagement pris par le Gouvernement du Niger pour la réalisation des objectifs du millénaire.

wells, borings, and small drinking water conveyances. As for urban centres, they are supplied by the water conveyance network of the Société d'Exploitation des Eaux du Niger - Niger Waters Exploitation Company (SEEN).

TOWARDS THE ACHIEVE - MENT OF THE MILLENNI - UM DEVELOPMENT GOALS!

The drinking water requirements coverage rate experienced fluctuation from 1990 to date. From 1991 to 2000, the evolution of the coverage rate of drinking water was translated in all the departments by a gap. Thus, estimated at 54% in 1990 (Country Common Assessment, 2001), the coverage rate of Niger populations drinking water needs dropped to 48% in 1996, before raising significantly in 2000 to about 52%. This rate relates to all the hydraulic works ensuring drinking water supply. It must be noted that the increase in needs is also related to the high demographic growth (estimated at

3%). As for the objectives of the International Drinking Water and Sanitation Decade, which aimed at reaching the number of 22,000 modern water points all over the territory, they were only 18, 248, and this, ten years after the end of the decade.

The evolution in the national water needs coverage rate in rural environment for the last 4 years (from 2001 to 2004) is the following: 54.21% in 2001; 55.74% in 2002; 56.90% in 2003 and 58.76% in 2004. The number of modern water points in rural environment for the same periods is: 19 906 in 2001; 21 102 in 2002; 22 209 in 2003 and 23 646 in 2004, that is an annual average growth rate of 1.42%.

52 centres in urban environment are supplied by the supply network of the Niger Waters Exploitation Company (SEEN) and the number of consumers rose from about 2 millions in 2001 to more than 2.6 millions in 2005. The Niamey Urban Community (CUN) has for it alone, 53.6% of the network total shelf space. It also hosts 42% of

Mesures urgentes à entreprendre pour atteindre où s'approcher des OMD

Au vu des différents résultats obtenus suite aux politiques sectorielles antérieures dans le domaine de l'eau potable et d'assainissement, il est impérieux d'adopter

une approche intégrée qui tienne compte des besoins à long terme comme des besoins immédiats. Tous les facteurs (écologiques, économiques et sociaux) doivent être pris en considération dans la perspective d'un développement durable, l'eau étant un bien économique dont la valeur correspond à la meilleure utilisation qui peut en être faite. Ainsi, pour le



Deux des quatre nouveaux châteaux d'eau construits en 2004-2005 à Niamey

Two out of the four new water towers built in 2004-2005 in Niamey

the total consumers and 35% of the total number of fire hydrants operated throughout the territory. Since 2002, efforts are being made by the Government through a vast national programme of extension and modernisation of the supply networks (Water Sectoral Programme implemented by the Société du Patrimoine des Eaux du Niger - SPEN (Niger Waters Partnership Company). This programme aims at significantly improving access to drinking water by urban centres. Thus, 4 county towns benefited from the construction of new water towers: Niamey (4), Zinder (1), Tillabery (1) and Agadez (1).

The government set up since 2002 a policy of progressive pricing scale (per sections) of the m³ in order to reduce the inequalities between rich and poor people as far as access to drinking water is concerned. Thus, for example, the first 10 m³ of water consumed are charged 127 CFA F per m³, and beyond, the m³ costs 246 CFA F up to 40 m³. The populations who have no connection to the net-

work pay the m³ at 175 CFA F.

In view of all these elements, it appears that the populations water needs coverage presents important disparities and still remains an important source of concern. The needs are but increasing face to a relatively slow pace of realization of new works and face to an increasing and accelerated urbanization (urbanization rate: 16.2%). To this may be added the non-functionality of an important number of hydraulic works (30%, mainly, public borings) for lack of up-keeping. In front of all this, the setting up of a real strategy for water resources management proves necessary.

The establishment of the Country Water Partnership in March 2005 in Niger will enable the setting up of a mechanism for dialogue among the water sector stakeholders so as to elaborate an Action Plan within the framework of the commitment made by the Government of Niger for the achievement of the millennium goals.

Dossier / Special report

20

Niger, cette approche intégrée doit s'appliquer à quatre niveaux interdépendants :

- un niveau local qui, à l'échelle du terroir permet l'expression des besoins en eau par les usagers eux-mêmes et qui doivent assurer - la maîtrise d'ouvrage. Cette approche doit permettre la pérennité des actions par les principaux intéressés ;
- un niveau régional qui à l'échelle des bassins versants et/ou des grands systèmes aquifères, permet d'assurer l'intégration entre les besoins en eau des utilisateurs, les ressources disponibles et les solutions techniques les plus appropriées en tenant compte de la protection de la

ressource (en quantité comme en qualité) ;

- un niveau national qui, à l'échelle du pays permet de garantir un équilibre général entre les ressources disponibles et les besoins identifiés et de définir ainsi une politique nationale de l'eau devant à moyen terme aboutir à l'atteinte des objectifs du millénaire ;
- un niveau international qui, à l'échelle des bassins trans-frontaliers, permet leur gestion concertée des eaux par les pays riverains.

A ce jour les instruments législatifs qui doivent permettre la mise en œuvre de cette approche existent. Le goulot d'étranglement reste et demeure l'aspect finan-



cial. En effet l'Etat doit assurer la mobilisation des financements pour le développement du secteur et veiller à la répartition équitable des ressources mobilisées entre les régions. Il doit appuyer également les Collectivités décentralisées à élaborer des directives pour la mobilisation de ressources internes en vue de la création d'une caisse spécifique pour l'eau dans leur budget. Parallèlement l'état doit servir de locomotive pour une meilleure cohérence et synergie entre les intervenants par le biais d'activités ou fonctions d'appui dont :

- la mise en place d'un cadre de concertation périodique entre les différents acteurs ;
- la recherche-développement avec la prise en compte des

compétences locales et les acquis technologiques développés au niveau de la sous-région ;

- la vulgarisation et le transfert des technologies appropriés aux usagers ;
- l'information et la sensibilisation du public ;
- la formation et le renforcement des capacités à tous les niveaux : collectivités appelées à devenir les maîtres d'ouvrages, bureaux d'études et ONG appelés à devenir les maîtres d'œuvres, structures étatiques appelées à gérer et protéger la ressource à l'échelon déconcentré et national.

M.M. ADAMOU



URGENT STEPS TO BE TAKEN TO ACHIEVE OR GET CLOSER TO THE MDGs

In view of the various achievements as a result of the previous sectoral policies in the area of drinking water and sanitation, it is urgent to adopt an integrated approach which will consider the long term needs as immediate needs. All the factors (ecological, economic and social factors) must be taken into consideration in the prospect of sustainable development, since water is an economic good, which value corresponds to the best use that can be made of it. Thus, for Niger, this integrated approach must apply to four inter-dependant levels:

- a local level, which at the country scale enables the expression of the water needs by the users themselves and who must ensure the works control. This approach must enable the sustainability of actions by those who are mainly con-

cerned;

- a regional level which, at the catchments basins and/or major aquifer systems scale, enables to ensure integration between the water needs of users, the available resources and the most relevant technical solutions, taking into account the protection of the resource (both qualitatively and quantitatively) ;
- a national level which, at the country level enables to guarantee the general balance between the available resources and identified needs and to define thus, a national water policy which must lead, in the medium term, to the achievement of the millennium goals ;
- an international level, which, at the cross border basins scale, enables their waters concerted management by the riparian countries.

To date, the legal instruments which must enable the implementation of this approach are available. The bottleneck is and remains the financial

aspect. In fact, the Government must raise funds for the sector's development and ensure the equitable distribution of the mobilized resources among the regions. It must support the decentralized communities as well, to elaborate directives for the mobilisation of internal resources in a view to creating a specific bank for water in their budget. At the same time, the government must serve as an engine for better coherence and synergy among the actors through support activities or functions, including:

- the setting up of a periodic consultation framework among the various stakeholders (by providing the CWP with appropriate means);
- research-development with consideration of local expertise and technological achievements developed at the sub-regional level;
- the popularization and transfer of technologies relevant to users ;
- information and awareness-raising of the public ;
- training and capacity building at all levels : communities likely to be in

charge of the project, the consultancy firms and NGOs likely to be project managers, the State structures likely to manage and protect the resource at decentralized and national levels.

M.M. ADAMOU

ODM pour l'eau et l'assainissement : le défi de la qualité durable

L'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM) en général et ceux pour l'eau et l'assainissement en particulier à l'horizon 2015, est une étape majeure à franchir pour l'humanité toute entière. L'objectif affiché est de réduire de moitié la proportion de personnes n'ayant pas accès à une eau potable et un assainissement adéquat. Au niveau de la qualité, les références sont plutôt vagues et font craindre que les ODM soient atteints dans certains endroits du monde, sans pour autant assurer la santé aux populations.

Marie K. QUENUM
 Communicatrice CREPA Siège

Constat

Il est clairement établi que chaque année, 1,9 million d'enfants de moins de cinq ans meurent de maladies diarrhéiques dans les pays les plus pauvres - ce qui représente plus de 5 000 décès par jour. En outre, dans près de 90 % des cas (1,6 million de décès), la mauvaise qualité de l'eau et des moyens d'assainissement inadéquats sont en cause.¹ Pour des populations soucieuses de s'assurer une disponibilité minimale de l'eau pour leur consommation et pour l'agriculture, la qualité de l'eau peut passer au second rang

des préoccupations. Dès lors, on se demande comment les ODM peuvent à la fois allier les impératifs de quantité et de qualité pour toutes les populations du monde, notamment au sein des plus pauvres ? En effet, dans les contextes d'extrême pauvreté ou les règles minimales d'hygiène ne sont pas assurées et où avoir de l'eau est une question de survie, les critères

1 : Communiqué de presse : pour atteindre l'objectif, il faut assurer l'accès aux services d'assainissement à près de 2 milliards de personnes d'ici à 2015 - Rapport commun 2005 en ligne à : http://www.who.int/water_sanitation_health/ et sur le site Internet du Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement <http://www.wssinfo.org/>
 2 et 3 : Liens entre l'eau, l'assainissement, l'hygiène et la santé, Faits et chiffres - mise à jour de novembre 2004 http://www.who.int/water_sanitation_health/publications/facts2004/fr/

MDG on Water and Sanitation : the challenge of sustainable quality

Achieving the Millennium Development Goals (MDGs) in general and those on water and sanitation especially by 2015 is a major step to take by the whole humanity. The claimed target is to halve the proportion of people that do not have access to adequate drinking water and sanitation. With respect to quality, references are rather vague and make fear that MDGs may be achieved in certain places in the world, without ensuring health for the people.

Marie K. QUENUM
 Communication expert CREPA

Situation

It is well established that each year, 1.9 million children under five years of age die of diarrhoeal diseases in the poorest countries - which represent more than 5 000 deaths per day. Moreover, in nearly 90 % of the cases (1.6 million deaths), the poor quality of water, and inadequate sanitation means are indicted.¹

For people concerned with securing minimal water availability for their own consumption and agriculture, the quality of water can go backstage among other concerns. Then, one may wonder how MDGs can combine both quality and quantity requirements so desired by this objective for all the people in the world, in particular within the poorest?

Indeed, in contexts of extreme poverty where minimal hygiene rules are not

d'acceptabilité d'une eau sont plutôt liés à sa disponibilité et non à sa qualité tels que définis dans

Des incidences graves sur la santé

des milieux plutôt avisés. Au plan de l'assainissement, réduire ou supprimer par exemple la défécation en plein air ne résout pas pour autant tout le problème d'hygiène qui y est lié.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), 88% des maladies diarrhéiques sont imputables à la mauvaise qualité de l'eau, à un assainissement insuffisant et à une hygiène défectueuse. L'amélioration de la qualité de l'eau ferait reculer de 6% à 25% la morbidité attribuable aux maladies diarrhéiques, cas graves inclus. En outre, l'amélioration de l'assainissement ferait reculer de 32

ensured and where having water is a matter of survival, the criteria of water acceptability are rather related to its availability and not to its quality as defined in rather advised settings.

With respect to sanitation, to reduce or end for example defecation in open air does not solve accordingly the completely related hygiene problem.

Serious impacts on health

According to the World Health Organization (WHO), 88% of the diarrhoeal diseases are ascribable to the poor quality of water, an inadequate sanitation and a defective hygiene. Improving the quality of water would reduce from 6% to 25% morbidity

1: Press release: to achieve this goal, one must ensure access to sanitation services for nearly 2 billion people by 2015 - 2005 Joint Report on line with: http://www.who.int/water_sanitation_health/ and on the Internet site of WHO/UNICEF Joint Programme on water and sanitation monitoring <http://www.wssinfo.org/>
 2 and 3: Linking up water, sanitation, hygiene and health, Facts - update of November 2004 http://www.who.int/water_sanitation_health/publications/facts2004/fr/

% la morbidité attribuable aux maladies diarrhéiques.²

Au vue de ces réalités, le défi majeur en matière d'atteinte des ODM pour l'eau potable et l'assainissement ne serait-il pas celui de la qualité durable ? Comme le souligne le Dr Lee Jong-Wook, directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé « ...lorsqu'on aura garanti à tout un chacun, quelles que soient ses conditions de vie, l'accès à une eau salubre et à un assainissement correct, la lutte contre un grand nombre de maladies aura fait un bond énorme. »³

L'atteinte des objectifs de qualité suppose donc que divers aspects de la problématique de l'eau soient pris en compte, pour assurer effectivement sa bonne qualité et un assainissement adéquat aux populations. Comment donc se rassurer que tous les efforts fournis dans le cadre de l'atteinte des ODM intègrent le volet qualité,



Marie K. QUENUM

cases attributed to diarrhoeal diseases, including serious cases. Moreover, improving sanitation would cut back 32 % morbidity cases attributed to diarrhoeal diseases.² In light of such realities, would the major challenge about achieving the MDGs for drinking water and sanitation not be that of sustainable quality? As Dr. Lee Jong-Wook, Director General of the World Health Organization highlighted it « ... once we can secure access to clean water and to adequate sanitation facilities for all people, irrespective of the difference in their living conditions, a huge battle against all kinds of diseases will be won ».³ Achieving quality objectives thus

Point de Mire / Target

22

notamment du puisage de l'eau jusqu'à sa consommation domestique ou en agriculture? Comment se rassurer que les efforts fournis pour assurer des infrastructures d'assainissement ne seront pas compromis, voire annihilés par des comportements qui ne les valorisent pas ?

Changement durable de comportement

La communication pour le changement de comportement doit être permanente aussi bien pour les nouveaux ouvrages d'eau et d'assainissement, acquis dans le cadre des OMD, que ceux qui existent, jusqu'à ce que les populations prennent conscience de l'enjeu de la situation pour leur santé. Dans ce cadre, les campagnes WASH (Water Sanitation and Hygiene) constituent un espoir à travers les

campagnes pour le lavage des mains. Cette action, si elle est jugée prioritaire par les populations va susciter leur adhésion qui se manifestera entre autres comportements hygiéniques par un lavage systématique des mains au savon aux moments critiques (avant les repas, après défécation, etc.).

Technologies

Des technologies de l'eau et de l'assainissement adaptées et accessibles pour les populations et qui tiennent compte de la culture du milieu sont nécessaires. En effet, le cas du Kenya où l'Assainissement Ecologique (EcoSan) en milieu scolaire a échoué est édifiant.⁴ En effet, les revenus des populations, principalement des élèves ne leur permettent pas

d'acheter du papier hygiénique pour faire leurs besoins. En lieu et place de la séparation des urines et excréta, cette expérience a abouti à une impossibilité de l'exploitation de ces nutriments à cause de comportement inappropriés.

Pour le Secrétaire Général des Nations Unies, M. Koffi Anan, « le droit à l'eau consiste en un approvisionnement suffisant, physiquement accessible et à un coût abordable, d'une eau salubre et de qualité acceptable pour les usages personnels et domestiques de chacun »⁵.

Les technologies doivent, pour éviter les résistances au changement, s'inscrire donc dans une dynamique participative et une réflexion prospective préalable à toute décision ; ce qui permettra d'éviter donc des changements de façade ou superficiels. Les changements profonds et durables en matière d'eau potable et d'assainissement doivent être méthodiques et viser la durée, en complément des objectifs quantitatifs.

Rôle décisif des jeunes générations

Outre les adultes, les enfants doivent être des vecteurs des changements, eux qui sont appelés à être des leaders de demain, au sein des communautés, dans les organisations, etc. Leur contribution ne pourrait être salutaire si des processus et mécanismes adaptés ne sont mis en branle, pour avoir leur adhésion, mais aussi pour qu'il y ait un effet de boule de gomme par rapport aux changements de comportements. L'éducation par les pairs est une méthode qui pourrait s'avérer efficace dans ce contexte.

Les technologies, les moyens, les besoins, la culture, l'accessibilité etc. sont donc des facteurs à prendre en compte, afin d'assurer la qualité durable des efforts fournis pour atteindre les OMD.

Marie K. QUENUM



assumes that various aspects of water issues have been considered, to ensure indeed its good quality and adequate sanitation for the people. How then to make sure that all the efforts towards achieving the MDGs will integrate the quality component, in particular from fetching water to its domestic or agriculture use? How to make sure efforts towards ensuring sanitation infrastructures will not be jeopardised, even destroyed by behaviours, which do not value them?

Sustainable change of behaviour

Communication for behaviour change must be continuous both for the new water and sanitation structures, acquired in line with the MDGs, and the existing ones, until the people get aware of the situation at stake for their health. In this context, WASH (Water Sanitation and Hygiene) campaigns offer a hope through its hand washing campaigns. This action, if considered a priority by the people will result in their adhesion and will show among

other hygiene behaviours in a systematic hand washing with soap at the decisive times (before meals, after defecation, etc.).

Technologies

Suitable water and sanitation technologies affordable to the people and taking into account their cultural specificity are needed. Indeed, the case of Kenya where Ecological Sanitation (EcoSan) carried out in schools failed is edifying.⁽⁴⁾ Indeed, the incomes of people, mainly of the pupils do not enable them to afford toilet paper for their needs. Instead of a separation of urines and excreta, this experiment ended in an impossibility to use adequately these nutrients because of inappropriate behaviour.

For the United Nations Secretary General, Mr. Koffi Anan, « the human right to water entitles everyone to sufficient, safe, acceptable, physically accessible and affordable water for personal and domestic uses » (5). To avoid reluctance to change, technologies must fit in a participatory

dynamics and a prospective reflection prior to any decision; which will thus avoid frontage or surface changes. Major and sustainable changes as regards drinking water and sanitation must be methodical and aim at duration, in complement of the quantitative objectives.

The decisive role of the younger generations

In addition to the adults, children must be change actors, as leaders of tomorrow, within communities, organizations, etc. Their contribution will be salutary only if adapted processes and mechanisms are set up in order to have their adhesion, but also so that there is a hauling effect with respect to behaviour changes. Peer education is a method, which could prove effective in this context. Technologies, resources, needs, culture, affordability etc. are thus factors to be considered, in order to ensure the sustainable quality of efforts provided towards achieving the MDGs.

Notes:

- 1: Press release: to achieve this goal, one must ensure access to sanitation services for nearly 2 billion people by 2015 – 2005 Joint Report on line with: http://www.who.int/water_sanitation_health/ and on the Internet site of WHO/UNICEF Joint Programme on water and sanitation monitoring <http://www.wssinfo.org/>
- 2 and 3: Linking up water, sanitation, hygiene and health, Facts - update of November 2004 http://www.who.int/water_sanitation_health/publications/facts2004/fr/
- 4: Kenya: school of Moyo has no toilets, EcoSan project fails, Source: Dradenya Amazia, New Vision / AllAfrica.com [http://allafrica.com/stories/200509130240.html], 14 September 2005, article quoted by "Source nouvelle", N° 38, October 2005, <http://www2.irc.nl/source/lgfr/index.php>
- 5: General observation n° 15 (2002): Right to water. http://www.who.int/water_sanitation_health/publications/facts2004/fr/

Les Objectifs du Millénaire et l'eau : comment agissent les acteurs ?

Par Papa Diouf, Assistant de Programme
WaterAid Burkina Faso

À la faveur de la démocratisation, un processus de décentralisation se met progressivement en place dans les États de l'Afrique de l'Ouest, consacrant une organisation institutionnelle favorable à une nouvelle approche du développement local. Des compétences jusqu'alors assumées par l'État sont transférées aux collectivités locales ou en voie de l'être, engendrant une dynamique de responsabilité et de solidarité à la base. Faute de ressources financières et de personnel qualifié, les collectivités locales n'ont jusqu'ici joué qu'un rôle marginal en matière de développement social et de lutte contre la pauvreté.

Face à la pauvreté grandissante pouvant avoir de lourdes conséquences et désireux d'assurer de conditions meilleures à la majorité des personnes, 189 pays, dont 147 représentés par leurs chefs d'État ont signé, en septembre 2000, la **Déclaration du Millénaire**. Cette déclaration s'articule autour de huit objectifs majeurs de développement qui visent l'aspiration la plus chère à tout être

humain : **un monde libéré de la pauvreté et des souffrances qu'elle cause.**

Cependant, les spécialistes du développement et institutions partenaires impliquées dans la conduite des initiatives pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, s'accordent sur le fait que dans les pays en voie de développement, le manque ou la faiblesse des capacités constitue l'un des principaux obstacles à la réduction de la pauvreté et l'atteinte des objectifs du millénaire

D'autre part, on constate que l'essentiel des domaines ciblés par la Déclaration du Millénaire, vise des compétences qui sont transférées aux autorités locales, à la faveur du processus de décentralisation en cours.

Les OMD sont très clairs et spécifiques sur ce qu'ils veulent atteindre malgré les critiques de la part de certaines institutions de développement qui trouvent ces objectifs trop ambitieux d'autant

plus que de tels résultats n'ont pu être atteints après 40 ans d'aide internationale. La pertinence de cette critique dépend du choix de l'approche pour atteindre ces objectifs et les bases de l'information utilisée pour guider les politiques, fixer des priorités et suivre le progrès.

Par ailleurs, le secteur de l'eau et de l'assainissement a un rôle très important à jouer dans l'atteinte de ces objectifs du millénaire pour le développement et particulièrement les objectifs N°4, N°5, N°7 et N°8 (voir encadré page 14). Les responsabilités et actions clés pour atteindre ces objectifs tombent sous les compétences des autorités locales particulièrement dans les domaines de la santé (Eau & assainissement), l'éducation et l'environnement. Ainsi, l'atteinte desdits ODM est largement tributaire de la capacité des collectivités locales à les promouvoir et à les mettre en œuvre.

S'appuyant sur cela, les ONG ENDA Tiers Monde et WaterAid ont conçu l'initiative régionale pour l'atteinte des OMD au niveau local. Cette initiative est actuellement mise en œuvre dans six pays de la sous région Ouest Africaine : le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, la Mauritanie, le Nigeria et le Sénégal. Dans ces pays, le processus de décentralisation a atteint un niveau appréciable qui permet une analyse du

transfert des compétences et une évaluation de sa dynamique de prise en charge par les autorités locales. Cette initiative de Gouvernance Locale et d'accès à l'Eau Potable et l'Assainissement, vise essentiellement à **renforcer le leadership et les capacités des élus et agents de développement local à mieux assumer les compétences qui leur sont transférées en vue d'accélérer l'atteinte des objectifs du Millénaire**. Par conséquent, elle offre une opportunité pour permettre aux communautés locales d'avoir une vision globale du développement humain à leur niveau concernant le secteur Eau-Assainissement plus particulièrement en les plaçant dans un processus qui leur fournit un outil de planification et de prise de décision et comment accroître l'allocation des ressources disponibles pour atteindre les OMDs. De manière spécifique, les objectifs visés par cette initiative sont résumés comme suit : **sensibiliser les autorités locales sur les objectifs du Millénaire pour le Développement, renforcer le leadership et les capacités des élus, capitaliser les enseignements et leçons.**

Dans le cadre de ce processus, deux interventions prioritaires ont été identifiées à savoir le renforcement des capacités en planification du développement au niveau local et la conduite d'une analyse

23

The Millennium Development Goals and Water : what on the field ?

By Papa Diouf,
Programme officer WaterAid Burkina Faso

Owing to democratisation, a decentralization process is progressively being established in the West African States, bringing forward the reform of an institutional organization favourable to a new approach to local development. Responsibilities up to now assumed by the Government are thus transferred to the local communities or about to, giving rise to a dynamic of responsibility and solidarity at the basis. Due to lack of financial resources and skilled staff, the local communities have played, up to now, but a marginal role in the area of social development and fight against poverty. In front of increasing poverty, which can be fraught with consequences and willing to ensure better living conditions to the majority, 189 countries out

of which 147 were represented by their Heads of State, signed in September 2000, the **Millennium Declaration**. This declaration is built around eight major development goals, which aim at the dearest aspiration of every human being: **a world freed from poverty and the sufferings it causes**

However, the development specialists and the partner institutions involved in conducting initiatives for the achievement of the Millennium Development Goals, agree on the fact that in the developing countries, the lack or inadequacy of capabilities constitutes one of the major obstacles to poverty reduction and the achievement of the Millennium Development Goals.

On the other hand, it can be noted that the essential part of the areas targeted by the Millennium Declaration aim at powers that are transferred to local authorities, thanks to the ongoing decentralization process.

The MDGs are clear and specific on what they intend to achieve despite criticism of some development institutions, which think that these objectives are too ambitious, since such results have not been achieved after 40 years of international assistance. The relevance of these criticisms depends on the choice of the approach to achieve these objectives and the bases of the information used to guide the policies, set the priorities, and follow-up the progress.

Moreover, the water and sanitation sector has a very important part to play in the achievement of these millennium development goals, specifically goals N°4, N°5, N°7 and N°8 (see boxed text page 14). The key responsibilities and actions for achieving these objectives fall within the sphere

of the local authorities, particularly in the areas of health (water and sanitation), education and environment. Thus, a regional initiative for the achievement of the MDGs at the local level was designed by the NGOs ENDA Tiers Monde and WaterAid ; this initiative is currently implemented in six countries of the West Africa sub-region : Burkina Faso, Ghana, Mali, Mauritania, Nigeria and Senegal. In these countries, the decentralization process has reached an appreciable level which enables to analyse the transfer of competences and to assess the dynamics of its management by the local authorities. This initiative of Local Governance and access to Drinking Water and Sanitation, essentially aims at strengthening the leadership and the capacities of the elected representatives and local development actors ; this will enable them to better assume the powers transferred to them, in a view to accelerating the achievement of the Millennium objectives. Consequently, it provides the local communities with an opportunity to have a global vision of human development at their

Point de Mire / Target

24

approfondie de la situation du secteur de l'eau et de l'assainissement au niveau des collectivités locales ciblées, et un suivi continu des progrès. De plus, les interventions se feront en relation avec des plans sectoriels de développement élaborés avec les collectivités locales concernées. Pour ce faire, les différentes étapes pour l'élaboration de plan sectoriel sont les suivantes :

- ° analyse de la situation
- ° restitution et validation par les autorités locales et les communautés de base,
- ° collecte de données complémentaires,
- ° identification des objectifs stratégiques du plan sectoriel,
- ° élaboration des plans sectoriel et annuel d'investissement,
- ° restitution et validation des plans par les autorités locales et communautés à la base,
- ° organisation d'une table ronde des partenaires pour le financement du plan.



level, concerning the Water-Sanitation sector, more particularly, by placing them in a process, which provides them with a planning and decision-making tool as well as ways to increase the distribution of available resources so as to achieve the MDGs. Specifically, the objectives this initiative aims at are summarized as follows : **raising local authorities awareness on the Millennium Development Goals, enhancing the leadership and capacities of the elected representatives, capitalizing the lessons..**

Within the framework of this process, two priority interventions were identified : development planning capacity building at the local level and conducting deep analysis of the water sector

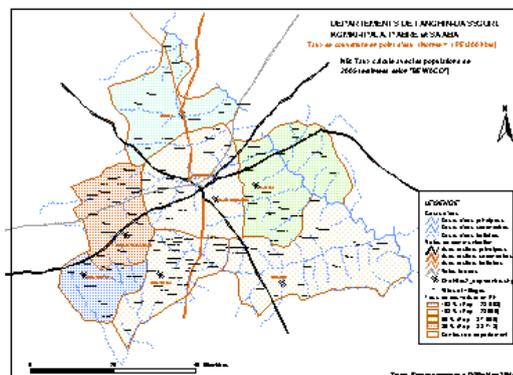
Au Burkina Faso, WaterAid inscrit toutes ses interventions à venir dans le cadre de cette initiative. Elle anticipe également sur le processus de communalisation rural qui sera intégral à partir de février 2006. Considérant que les départements actuels se transformeront en communes avec à leurs têtes des organes élus, l'ONG a déjà engagé le processus de planification en impliquant les organes dirigeants des départements qui sont les préfets. Pour la mise en œuvre de ses activités sur le terrain, WaterAid Burkina Faso compte signer des accords tripartites impliquant ses partenaires traditionnels de mise en œuvre et les communes concernées. Depuis quelques mois déjà, WaterAid Burkina Faso et ses partenaires se sont lancés dans ce processus d'appui à l'élaboration de plan sectoriel de développement dans les départements. A titre d'illustration, l'expérience d'une organisation partenaire de WaterAid, EMESA (Environnement, Mobilisation en Eau et Sécurité Alimentaire), dans le département de Saaba ci-dessous présentée est édifiante. Il est à noter que la plupart des partenaires de WaterAid Burkina Faso ne sont qu'à l'étape de l'analyse de la situation en accès à l'eau potable, assainissement et hygiène et la restitution des données aux populations et autorités locales.

and sanitation situation at the level of targeted local communities, and a continuous follow-up of the progress. Moreover, the interventions will be made in relation with sectorial development plans elaborated with the concerned local communities. In this respect, the various stages in the elaboration of sectorial plan include:

- situation analysis,
- feedback and validation by local authorities and grassroots communities,
- supplementary data collection,
- identification of strategic objectives of the sectorial plan,
- elaboration of sector-based and annual investment plans
- feedback and validation of the plans by local authorities and grassroots communities,
- organization of a partners round table to fund the plan.

In Burkina Faso, WaterAid fits all its forthcoming interventions within the framework of this initiative. It also anticipates the process of splitting of

Etude de cas de EMESA (Environnement, Mobilisation en eau et Sécurité Alimentaire) dans le département de Saaba



WaterAid Burkina Faso travaille actuellement avec sept organisations partenaires dans sept provinces et 24 départements (qui deviendront en février 2006 des communes rurales). Dans le cadre de cette initiative, chaque organisation partenaire de WaterAid Burkina Faso appuiera au moins un département dans l'élaboration d'un plan sectoriel de développement eau assainissement et hygiène d'ici à décembre 2005 afin de

capitaliser les enseignements et les leçons apprises. C'est ainsi que EMESA jeune organisation partenaire de WaterAid, intervenant dans 4 villages du département de Saaba s'est lancé dans l'analyse de situation d'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène dans les 19 villages¹ que compte le département de Saaba. En effet, ce diagnostic, qui se fait de manière participative avec les communautés, est une

CASE STUDIES OF EMESA (ENVIRONMENT, WATER MOBILISATION AND FOOD SECURITY) IN SAABA DEPARTMENT

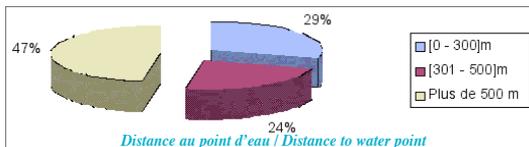
WaterAid Burkina Faso currently works with seven partner organisations in seven provinces and 24 departments (which will become rural districts in February 2006). Within the framework of this initiative, each partner organisation of WaterAid Burkina Faso will support at least one department by December 2005 to capitalize the experiences and lessons learnt. Thus, EMESA, which is a young partner organization of WaterAid, intervening in 4 villages of Saaba department has undertaken the situation analysis of access to drinking water, sanitation and hygiene in the 19 villages that constitute Saaba department. In fact, this diagnosis which is conducted in a participatory manner with the communities is an important step in the sectorial plan development. The objective of this basic study is to be able to create a

étape importante pour l'élaboration du plan sectoriel. L'objectif de cette étude de base est de pouvoir se créer une situation de référence qui va permettre par la suite aux populations de faire l'état de leurs besoins et aux autorités locales de faire une meilleure planification des interventions dans la future commune rurale pour le développement local. Cette étude, menée par l'équipe terrain de EMESA, a utilisé les outils suivants : la carte sociale, les enquêtes de ménages, les focus groups et une revue documentaire. Elle a permis de faire la situation de l'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène du département de Saaba :

Accès à l'eau potable

Au cours de cette étude, 152 points d'eau ont été identifiés pour une population de 17.154² habitants. La norme nationale est d'un point d'eau pour 300 habitants ; ainsi seul 38% de la population a accès à l'eau potable.

L'étude nous montre qu'environ les 3/4 de la population sont réellement bénéficiaires selon la

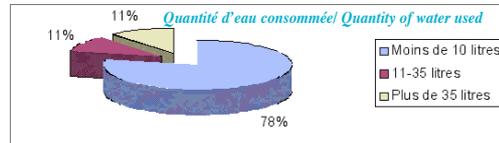


reference situation that will enable the populations to assess their needs and the local authorities to better plan interventions in the future rural district for local development. This study, which was conducted by an EMESA field team, used the following tools: the social map, household surveys, focus groups, and a documentary review. It enabled to assess the situation of access to drinking water, sanitation, and hygiene in Saaba department.

Access to drinking water

During this study, 152 water points were identified for a population of 17,154 inhabitants. The national standard is one water point for 300 inhabitants; thus, only 38% of the population has access to drinking water.

The study shows that about 3/4 of the population are actually beneficiaries according to the national standard of 500m of distance. 60% of the drinking water source users spend more than 30 minutes to go to fetch water and about 80% of the pop-

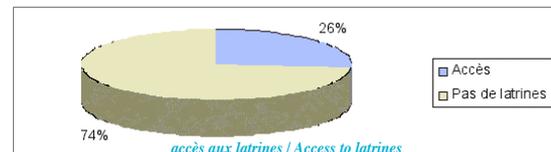


norme nationale de 500m de distance portable.

60% des utilisateurs de la source d'eau potable prennent plus de 30 minutes pour collecter l'eau et près de 80% de la population sont en dessous du niveau minimal de consommation d'eau établi par l'OMS soit 25 litres d'eau par personne par jour. Ces derniers reconnaissent également se laver un jour sur trois pour ne pas dire une fois par semaine. Les graphes ci-dessous nous montrent bien ces disparités :

Accès aux latrines et certains comportements d'hygiène

La gestion des excréta humains est un problème assez sérieux dans le département de Saaba. En effet, plus des 3/4 de la population ne disposent pas de latrines et donc défèquent dans la nature. Néanmoins, des disparités sont à noter entre les différents villages.



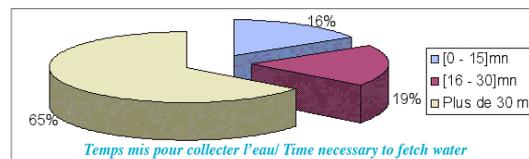
ulation are below the minimal water consumption level set by WHO, that is 25 litres of water per person per day. The users also recognize that they take a bath every three days, not to say once per week. The graph below clearly shows us these disparities.

Access to latrines and some hygiene behaviour

The management of human excreta is a quite serious problem in Saaba department. Indeed, more than the 3/4 of the population have no latrines and thus defecate in the nature. However, disparities can be noted among the various villages.

As for the hygiene behaviour, the study revealed that they abide by the basic

hygiene rules, that is to say, hygiene of drinking water and hand washing during critical moment.



prefecture of Saaba in presence of the representative of the prefect, des chefs coutumiers, des délégués de village et des autres acteurs intervenant dans le département pour validation. En effet, ce processus d'appui à l'élaboration de plan sectoriel de développement se veut très participatif pour une appropriation totale du processus par les autorités locales d'une part mais aussi par les communautés à la base d'autre part. En effet, l'organisation partenaire n'intervient que dans un souci de faciliter le processus à travers lequel ces autorités disposeront d'un outil de

plaidoyer à la base et de planification du développement local. L'élaboration de ce plan sectoriel sera marquée par l'organisation d'une table ronde des bailleurs à travers laquelle les autorités locales pourront « vendre » ce plan qui reflète ra les besoins réels de la commune.

L'étude de cas ci-dessus présentée prouve bien que nous avons besoin d'approches fiables pour mesurer les progrès dans ce domaine. Ce type d'étude sera généralisé dans toutes les zones

d'intervention de WaterAid Burkina Faso car l'organisation est convaincue que l'atteinte des OMDs dans l'ensemble du pays passe par l'atteinte des objectifs dans chaque localité considérée.

¹ Le département comprend actuellement 23 villages mais après le découpage de février 2006, il n'y aura que 19 villages

² population des 19 villages

ties will have a basic advocacy and local development planning tool. The elaboration of this sectorial plan is marked by the organisation of a round table of donors through which the local authorities can « sell » this plan, which will reflect the actual needs of the district.

The case study presented above well shows that we need reliable approaches to measure progress in this area. This type of studies will be put into widespread use in all the intervention zones of WaterAid Burkina Faso because the organisation is convinced that the achievement of the MDGs all over the country goes through the achievement of the objectives in each considered village/town.

¹ The department currently includes 23 villages but after the February 2006 division, there will be only 19 villages

² population of the 19 villages

Ceci est une communication faite par le Prof. Roux de l'Académie de l'Eau en France, lors de l'Assemblée Générale du RAOB tenue en novembre 2004 à Dakar. Nous la reprenons ici avec son autorisation.

Partager l'eau... ou partager les bénéfices tirés d'une gestion commune et équitable de l'eau ?

Pour tenter de résoudre les conflits d'usages qui apparaissent immanquablement sur les cours d'eau transfrontaliers, les parties concernées, c'est-à-dire les Etats, avancent des principes généraux de gestion des ressources en eau. Sans vouloir en faire un examen exhaustif et détaillé, rappelons les brièvement. Au début des discussions, les parties en présence avancent souvent des principes que l'on peut qualifier d'extrêmes, ou absolus, principes différents d'ailleurs selon leur position géographique, ou plutôt hydrographique. Ainsi un pays amont sera tenté d'avancer le **principe de souveraineté territoriale absolue** (dite aussi doctrine de Harmon), principe selon lequel ce pays amont, où les ressources en eau sont générées, peut et doit disposer totalement de ces ressources. A l'inverse, un pays aval invoquera le **principe d'intégrité territoriale, ou intégrité riveraine absolue**, principe selon lequel le régime et les débits naturels originels venant de l'amont ne doivent pas être modifiés, les usages historiques avaux devant être conservés, faisant appel en quelque sorte à un « droit » historique. Ces principes que

sont fondés uniquement sur un droit qu'elles veulent s'arroger, et les essais pour les appliquer conduisent fatalement, inexorablement, à des situations de blocages. Ces deux principes extrêmes ne sont d'ailleurs pas considérés comme faisant partie du droit international.

De tels principes absolus étant difficiles à soutenir, les parties conviennent le plus souvent qu'il faut leur apporter quelques modérations, par exemple pour le pays amont reconnaître que le pays aval a aussi quelques droits sur la ressource, c'est-à-dire admettre une sorte de **souveraineté territoriale limitée**. C'est ce qui s'est passé par exemple pour le cas dit du lac Lanoux dans les Pyrénées où la France, pays amont, voulait appliquer le principe de souveraineté territoriale absolue et l'Espagne, pays aval, celui d'intégrité riveraine absolue. Finalement le différent s'est transformé par arbitrage juridique en cas de **souveraineté territoriale limitée**.

Le cas du Lac Lanoux.

Au début des années 1950, la France, arguant du principe de souveraineté

territoriale absolue, propose de dériver une partie l'eau de la rivière Carol pour alimenter une centrale hydro-électrique, l'Espagne étant indemnisée financièrement. L'Espagne objecte, principe d'intégrité riveraine absolue, que l'irrigation existante a besoin d'eau sur son versant. La France propose alors de rediriger l'eau nécessaire à l'irrigation espagnole par un tunnel. Mais l'Espagne, arguant encore de l'intégrité riveraine absolue, indique qu'elle ne souhaite pas que la France ait les mains sur le robinet ! Finalement l'arbitrage d'un tribunal indique à la France que la souveraineté territoriale doit se plier aux obligations internationales et n'accepte pas la souveraineté territoriale absolue. Mais le tribunal signifie également à l'Espagne que le veto de l'Etat aval ne doit pas être appliqué abruptement, et rejette aussi le principe d'intégrité riveraine absolue. Finalement le traité indique que de l'eau peut être dérivée vers la France pour la centrale hydro-électrique, mais qu'une quantité équivalente d'eau doit être restituée avant d'entrer en Espagne. C'est donc bien un cas de souveraineté territoriale limitée et aussi d'intégrité riveraine limitée et aussi de partage de l'eau !

La meilleure solution consiste évidemment à trouver des voies de convergence, de collaboration et de coopération pour que les pays concernés soient en situation de paix et de développement socio-économique plutôt que de conflits latents ou permanents.

Puisque le droit ne peut pas être appliqué systématiquement, de façon rigide et partout, universellement, pourquoi ne pas examiner les besoins des Etats transfrontaliers, amont et aval, et examiner la meilleure façon de les satisfaire non seulement à l'échelle nationale, mais aussi transfrontière par une **gestion de l'eau commune, équitable et solidaire**. Nos hôtes de ces journées, l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal, l'O.M.V.S., ne nous donne-t-elle pas



Prof. Albert-Louis Roux

The following is a presentation by Prof Roux of the Water Academy in France during the general assembly of ANBO held in November 2004 in Dakar. We take it up here with his authorisation

To share water... or to share the advantages drawn from a common and fair management of water?

To try and solve the conflicts of usages that inevitably appear on the transboundary water courses, the concerned parties - that is the states - put forward general water resources management principles. Without intending to consider them completely and in detail, let's shortly recall them. At the beginning of the discussions the present parties often put forward principles that may be qualified as extreme or absolute, principles anyway different according to their geographic position or rather hydrographic. Thus an upstream country will be tempted to put forward the principle of absolute territorial sovereignty (called Harmon doctrine), a principle according to which that upstream country from where water resources are generated, may and can fully use these resources. On the contrary, a downstream country will put forward the principle of territorial integrity or of absolute riparian integrity, integrity according to which the rate of flow and the primary natural flows coming

from upstream should not be modified, the downstream historical uses to be kept, calling for a historic "right" so to speak. These principles that each party tries to emphasize are solely based on a right they want to assume and the trials in order to apply them lead inevitably and inexorably to situations of freeze. These two extreme principles are not anyway considered as part of international law. Such absolute principles being difficult to support, the parties agree very often that they have to make some restraints; for example the upstream country should recognize that the downstream country also has some rights on the resource that is to accept a kind of limited territorial sovereignty. That's what happened for example for the case called "case of Lake Lanoux" in the Pyrenees where France, upstream country, wanted to apply the principle of absolute territorial sovereignty and Spain, downstream country, that of absolute riparian integrity. The dispute

finally changed into limited territorial sovereignty case through legal arbitration.

The case of Lake Lanoux

At the beginning of the 50s, France arguing from the principle of absolute territorial sovereignty proposes to derive part of river carol water to supply a hydro-electric station, Spain receiving financial compensation. Putting the principle of absolute riparian integrity forward, Spain objects that the existing irrigation needs water on its slope. France proposes to redirect the water necessary for the Spanish irrigation through a tunnel. But Spain still pleading the absolute riparian integrity said that it doesn't wish France to have control over the tap. The arbitration by a court finally prescribes to France that territorial integrity should respect international obligations and does not accept the absolute territorial integrity. But the court also serves notice on Spain that the veto of the downstream state should not be applied abruptly and dismisses also the principle of absolute riparian integrity. The treaty at last notes that water can be derived

towards France for its hydroelectric station but an equivalent quantity of water should be restored before entering Spain. It is therefore a case of limited territorial sovereignty and of limited riparian integrity also and of water sharing!

The best solution is obviously to find ways of convergence, collaboration and cooperation for the concerned countries, be they in situation of peace and socio-economic development rather than in latent or permanent conflicts. As law cannot be applied in a systematic and rigid way and everywhere, universally, why not consider the needs of upstream and downstream riparian countries and consider the best way to meet them not only at the national level but also at a transboundary level through a joint, fair and interdependent water management. The case of OMVS (Organisation for Senegal River Development) gives us an excellent example of such a policy, such a strategy.

The case of O.M.V.S

The main mission of OMVS, "is to master the availability of water so to help the states to achieve the following goals: * food security,

un excellent exemple d'une telle politique, d'une telle stratégie.

Le cas de l'O.M.V.S.

La mission essentielle de l'O.M.V.S., je cite : « est de maîtriser la disponibilité en eau afin d'aider les Etats à atteindre les objectifs suivants :

- sécurité alimentaire,
- préservation de l'environnement,
- sécurisation des activités économiques face aux aléas de la nature,
- amélioration des revenus des populations,
- accélération du développement économique »

Ne retrouve-t-on pas là d'ailleurs les trois piliers fondamentaux du développement durable : écologie, économie, social !

L'adoption de la Charte des Eaux par la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement en 2002 organise la coopération entre les Etats membres basée sur les principes fondamentaux suivants :

- droit égal d'accès à l'eau pour tous,
- les ouvrages, en particulier les barrages de Diama et de Manantali, sont la **propriété commune et indivisible** des Etats,
- les coûts et les charges doivent être répartis de façon équitable et solidaire entre les Etats.

On est bien là dans le cas du partage non de l'eau elle-même, mais du partage des bénéfices que l'on peut tirer d'une gestion équitable et solidaire de cette précieuse ressource, pour tenter de satisfaire les besoins

des populations de tous les Etats transfrontaliers concernés.

Les besoins qui peuvent être satisfaits par une gestion équitable et solidaire sont très variés. On pense immédiatement aux besoins en énergie que peut fournir l'hydro-électricité, aux besoins en eau pour l'irrigation, aux besoins d'aménagements pour lutter contre les crues et les inondations, aux besoins pour lutter contre les pollutions, aux besoins pour des aménagements piscicoles, pour ne citer que les besoins qui viennent immédiatement à l'esprit et qui correspondent à des besoins que l'on peut qualifier d'actuels ou immédiats.

D'autres besoins, trop souvent méconnus ou ignorés sauf de rares exceptions, sont au moins aussi importants car ils correspondent à des besoins non seulement actuels, mais aussi futurs. J'en citerai deux :

- les besoins relatifs à la préservation et/ou la restauration des hydrosystèmes, besoins en eau des zones humides par exemple. Ces besoins sont souvent ignorés car on oublie que les écosystèmes aquatiques, les hydrosystèmes, lorsqu'ils sont en bon état, c'est-à-dire fonctionnels, sont la source de bénéfices économiques et sociaux. Ce sont alors des infrastructures naturelles qui remplissent des fonctions essentielles telles que l'autoépuration ou la lutte contre les inondations pour l'extension des crues par exemple.
- autre exemple de besoins jusqu'ici encore trop souvent sous-estimés,

celui des données. Récolte des données, constitution de banques de données, traitement de ces données, modélisation de la gestion de l'eau non seulement pour le fonctionnement normal, mais aussi pour la gestion de l'eau en période de crise, pour aider à la décision, et aussi à des fins prévisionnelles à plus long terme.

Pour ces deux derniers types de besoins en particulier, on voit bien les bénéfices que peuvent tirer les Etats concernés de la satisfaction de ces besoins par nature transfrontaliers, notamment parce qu'ils prennent en compte non seulement l'actuel mais aussi le futur. Finalement on pourrait dire que la gestion équitable et solidaire de la ressource en eau des fleuves transfrontaliers doit se situer dans le cadre d'une sorte d'aménagement du territoire international. Ceci ne correspond-il pas d'ailleurs à la demande de la récente Directive Cadre européenne de gérer l'eau dans le cadre hydrographique de districts internationaux pour les fleuves transfrontaliers ?

En résumé et en conclusion, pour la gestion des eaux transfrontalières, il faut **privilégier le partage des bénéfices tirés de la gestion commune des eaux plutôt que le partage de l'eau elle-même**. Ce principe n'est d'ailleurs pas totalement nouveau puisqu'il figurait déjà dans les Règles d'Helsinki, mais sa promotion n'a pas été poussée et ce n'est que très récemment qu'il est revenu d'actualité et promu notamment par les travaux de l'Oregon State Uni-

versity. La mise en application généralisée de ce principe fournirait pourtant de multiples avantages. Le premier est qu'en général la mise en commun des moyens, ici la gestion commune de l'eau, procure de nouvelles capacités, donc de nouveaux « bénéfices » dans les usages de l'eau, illustration du principe bien connu de l'intégration : « le tout est plus que la somme des parties constitutives ». Autre avantage général, il peut fournir une sorte de compensation à ce que certains Etats considèrent comme une perte de souveraineté nationale lorsqu'ils acceptent des concessions réciproques lors de l'établissement de traités ou de conventions. Autre avantage encore, sa mise en œuvre peut être très multiforme et les bénéfices très diversifiés : ces derniers peuvent être économiques (ceux auxquels on pense immédiatement !) mais aussi sociaux (ne serait-ce que par retombées directes et indirectes des précédents !) ou encore environnementaux... (trop souvent considérés comme « la cerise sur le gâteau » !..) Ne retrouve-t-on pas encore ici les trois pôles du développement durable auquel chaque Etat (et tout un chacun !) se targue d'adhérer ?

Prof. Albert-Louis Roux,
Académie de l'Eau,
51 Rue Salvador Allende
92027 Nanterre cedex
France

e-mail : rouxalbertlouis@aol.com

° environment protection,
° securing economic activities in front of the nature hazards,
° improving of populations incomes,
° speeding of the economic development".

Moreover, the three basic pillars of sustainable development are found there: ecology, economy, welfare. The Water Charter adopted by the conference of Heads of state and Government in 2002 organises cooperation among member countries on the basis of the following main principles:

- equal access to water for all,
- the works, in particular the Diama and Manantali dams are the common jointly owned property of the states,
- the costs and fees should be divided in a fair and interdependent way among the states.

We really are here in the case of sharing not of water itself but the advantages that can be drawn, in a fair and interdependent way, from that precious resource, to try and meet the needs of the populations of all the concerned crossborder states.

The needs that can be met through a fair and interdependent management are various. One immediately thinks of the needs in energy that hydroelectricity can supply,

the needs in water for irrigation, the needs of developments so to fight against the rises in water level and floods, the needs to fight against pollutions, the needs for fish developments, to list but the needs that come immediately to the mind and which correspond to needs that may be qualified as current or immediate ones.

Other needs, too often not well known or ignored with very few exceptions, are at least as important because they are equivalent to needs that are not only current but also future ones. I'll mention two:

- The needs relating to the preservation and/or restoration of hydro systems, needs in water for humid zones for example. These needs are often ignored because one forgets that water ecosystems when they are in good condition, that is operational, are the source of social and economic advantages. It is the natural infrastructures that fulfil the main functions such as self-filtering or fight against floods for the expansion of the rises in the water level, for example.
- Another example of needs still too often under-evaluated is that of data collection, setting up of databanks, processing of these data, modelling of water management not only for the normal operation but also for water management in

crisis period, so to help in decision-making and also for longer term forward-looking goals.

For these two last types of needs in particular, one can see the advantages that the concerned states may draw from the fulfilment of these needs which are transboundary ones by nature, namely because they take into account not only the present but also the future. Finally, one could say that the fair and interdependent management of transboundary rivers water resource should be within a kind of development of the international territory. Can't this be compared to the request of the recent European homework Directive to manage water within the hydrographical framework of international districts for transboundary rivers?

In summary and in conclusion, for transboundary waters management, one should give priority to the sharing of advantages drawn from the joint management of waters rather than the sharing of water itself. This principle is not totally new because it was already in the Helsinki Rules, but its promotion has not been encouraged and it is but very recently that it has become topical and was promoted by the work of Oregon State University.

The generalised application of this principle would though provide for multiple advantages. The first one is that, in general, the pooling of the means, here the joint water management provides new capacities, thus new "advantages" in the uses of water, example of the well-known principle of integration: "the whole is more than the total of constituent parts."

Another general advantage, it may provide a kind of compensation to what some states consider as a loss of national sovereignty when they accept reciprocal concessions when establishing treaties or conventions.

Another advantage: its implementation can be very multiform and the advantages very diversified - they may be economic (those to which one immediately thinks) but also social (just through direct and non direct effects of the first) or also environmental (too often considered as the "icing on the cake").

Don't we once again find here the three poles of sustainable development, which each state (and all of us) prides itself on adhering to?

Prof. Albert-Louis Roux,
Académie de l'Eau
51, Rue Salvador Allende
92027 Nanterre Cedex
France.
E-mail: rouxalbertlouis@aol.com

Mr Salif Diallo, Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture de l'hydraulique et des Ressources Halieutiques du Burkina Faso a accepté de répondre aux questions de RW sur cette problématique essentielle de GIRE et OMD

Monsieur le Ministre d'Etat, les Nations Unies ont défini en 2000 huit objectifs stratégiques dont un est en rapport avec l'eau et l'assainissement, à atteindre d'ici 2015 pour que l'on puisse parler de bien-être pour une majorité de personnes. La décennie 2005 - 2015 a été déclarée celle de l'eau par le Secrétaire Général des Nations Unies pour ren-

forcer l'importance à accorder à ce facteur essentiel du développement. Monsieur le Ministre d'Etat, comment le Burkina compte-t-il atteindre cet objectif de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les plus pauvres ?

finalisé en 2006 va permettre de définir les besoins nécessaires et de mettre en synergie les actions de l'Etat, des partenaires nationaux et internationaux au développement à cet effet.

On sait que certains pays ont fait une avancée significative vers l'atteinte des OMD, à quel stade se trouve le Burkina sur le chemin de l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire dans le domaine de l'eau et l'assainissement ?

En effet, l'eau et l'assainissement sont au cœur et à la base de toutes les activités qui permettent d'atteindre l'ensemble des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

En particulier l'objectif spécifique de réduire de moitié, au plus tard en 2015, la proportion d'individus qui n'ont pas accès à l'eau potable ou n'ont pas les moyens de s'en procurer est vital.

Pour l'atteinte des OMD en matière d'eau potable et d'assainissement, le Burkina, en outre les importants programmes en cours de réalisations, est en train d'élaborer un « programme national d'alimentation en eau potable et assainissement à l'horizon 2015 » ; ce vaste programme qui sera

Au stade actuel, le taux de couverture moyen des besoins en eau potable en milieu rural est d'environ 90% et de 80% dans les villes de Ouagadougou et Bobo Dioulasso.

En matière d'assainissement les taux sont encore très faibles en zones urbaine et rurale.

Monsieur le Ministre d'Etat, la plupart des Etats de la région se sont engagés dans un processus d'élaboration de leurs plans

nationaux de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE). Le Burkina a son plan depuis plusieurs années et se trouve dans la phase cruciale de sa mise en œuvre. Dans ce rôle « d'éclairer », quelles sont les difficultés ?

La politique nationale de l'eau définie en 1998 a adopté la GIRE comme stratégie pour apporter des solutions appropriées aux problèmes liés à l'eau.

De 1999 à 2003, nous avons mis en œuvre un vaste programme d'études, de concertations et d'actions pilotes qui ont abouti notamment à l'adoption par le Gouvernement du PAGIRE.

Le PAGIRE est un ensemble de dispositifs politique, institutionnel, juridique et matériel destinés à nous donner les moyens de faire face de manière durable aux défis de l'approvisionnement en eau potable, de la valorisation économique de l'eau et de la protection des ressources en eau et des milieux associés.

Effectivement, nous sommes maintenant en pleine phase de mise en œuvre ; et les difficultés ne manquent pas ; les innovations institutionnelles ne sont jamais faciles et leur financement n'est pas également évident. En plus, la question des ressources humaines aux plans quantitatif et qualitatif est une contrainte non négligeable.



Mr Salif Diallo

Mr Salif Diallo, Senior Minister, Minister of Agriculture Hydraulics and Halieutical Resources answered to the question of Running Water on the essential issue of IWRM and MDG

strategic objectives out of which one related to water and sanitation that have to be achieved by 2015 in order to secure the well-being for a majority of people. The United Nations Secretary General has declared 2005-2015 the decade of water in order to strengthen the importance to be granted to this main factor of development. Honourable Minister, how does Burkina intend to achieve this objective of access to drinking water and sanitation for the poorest?

Indeed, water and sanitation are central and at the root of all the activities that allow to achieve the Millennium Development Goals. In particular, the specific objective of reducing by half, at the latest in 2015, the proportion of

people who do not have access to drinking water or who cannot afford it, is vital.

To achieve the MDGs in the area of drinking water and sanitation, besides the important ongoing programmes, Burkina is developing "a national programme on drinking water supply and sanitation by 2015"; this vast programme that will be finalised in 2006 will allow to define the necessary needs and to put in synergy the actions of the state, the national and international development partners for that end.

One knows that some countries have significantly progressed towards the MDGs achievement. At what stage is

Burkina on the way to achieve the Millennium Development Goals in the area of water and sanitation?

At the current stage, the average coverage rate of the needs for drinking water in the rural area is of about 90% and 80% in the towns of Ouagadougou and Bobo Dioulasso [editor's note: the two main towns of the country].

As for sanitation, the rates are still very low in the urban and rural zones.

Honourable Senior Minister, most of the states of the region engaged themselves in a process of developing their national Integrated Water Resources Management plans (PAGIRE). Burkina has already developed its plan for many years and is in the crucial phase of its implementation. In this trail blazer role" what are the difficulties?

The national water policy defined in 1998 has adopted IWRM as the strategy for appropriate solutions to water

related issues.

From 1999 to 2003, we have implemented a vast programme of studies, consultations and pilot actions that have led namely to the adoption of PAGIRE by the government. PAGIRE is a set of political, institutional, legal and material provisions aimed at giv-

"We have adopted IWRM as the strategy for appropriate solutions to water related issues"

Néanmoins, nous nous attelons à une recherche progressive de solutions à toutes ces difficultés. Je saisi l'occasion pour remercier le Royaume de Danemark et la Suède pour le concours financier appréciable qu'ils apportent à la mise en œuvre du PAGIRE ; nous souhaitons vivement que d'autres partenaires s'associent au processus.

Pour donner un mieux être aux plus démunis, il faut combattre la pauvreté et tous nos États ont élaboré des Programmes Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (PSRP). Comment le Burkina Faso s'est-il pris pour intégrer autrement établir le lien entre le PAGIRE et son PSRP ?

Pour notre pays, il s'agit d'un Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CLSP).

Une gestion durable des ressources en eau par la mise en œuvre de la GIRE garantit la disponibilité des ressources en eau en quantité et en qualité, toutes choses qui participent de la satisfaction de la priorité nationale donnée aux besoins en eau potable des populations urbaines et rurales, donc de la lutte contre la pauvreté, conformément au document du CLSP.

Par ailleurs, la valorisation des ressources en eau dans le cas du Burkina, participe de la réduction de la vulnérabilité du processus de

production du fait des aléas climatiques, et surtout de l'augmentation de la production alimentaire et de la création des emplois, toutes choses qui permettent de faire reculer la pauvreté surtout en milieu rural, conformément aux objectifs du CLSP.

Enfin, la bonne gouvernance est un des axes de notre CLSP et c'est un des objectifs visés par le PAGIRE dans le secteur de l'eau.

En 2002, les Ministres africains en charge de l'eau ont mis en place le Conseil des Ministres Africains chargés de l'Eau (AMCOW) dont l'un des objectifs principaux est la mise en œuvre du programme défini par le NEPAD en matière d'eau, un programme autonome prioritaire. Quelles sont les actions qui ont été posées au plan continental dans le sens de l'atteinte des OMD?

A notre connaissance, réaliser le programme défini par le NEPAD en matière d'eau n'est pas un des objectifs principaux de AMCOW ! AMCOW ne veut pas se substituer aux organes existants en Afrique ; il vise à promouvoir toutes actions et initiatives qui peuvent contribuer à résoudre le grave déficit que connaît l'Afrique dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

C'est ainsi qu'en décembre 2004,



AMCOW a adopté un vaste portefeuille d'actions proposées par les sous régions pour l'atteinte des OMD. Il reste néanmoins à trouver les financements et c'est à cette fin que AMCOW a créé le Fonds Africain de l'Eau logé au sein de la BAD.

En Afrique de l'Ouest, avec la Conférence des Ministres Ouest Africains de l'Eau, comment notre région s'est elle organisée pour atteindre les objectifs du Millénaire ?

En Afrique de l'Ouest nous avons l'avantage de disposer d'une Unité de Coordination Régionale de la GIRE, [NDLR : Unité de Coordination des Ressources en Eau- UCRE] créée par la CEDEAO.

De nombreuses initiatives sont en cours pour contribuer à l'atteinte des OMD mais pour l'instant, la bataille est surtout menée au niveau de chaque pays.

Interview réalisée par la rédaction

ing us the means to sustainably face the challenges of drinking water supply, of the economic development of water and of the preservation of water resources and associated areas.

We are indeed now in full phase implementation; and difficulties do not lack; the institutional innovations are never easy and their funding is not also obvious. Moreover, the issue of human resources at the quantitative and qualitative levels is a significant constraint.

We are, nevertheless, getting down to a progressive search of solutions to all these difficulties.

I seize the opportunity to thank the Kingdom of Denmark and Sweden for the appreciable financial aid they bring for the implementation of PAGIRE; we sincerely wish that other partners share in the process.

To give a well-being to the most destitute, one has to fight poverty and all

our states have developed Poverty Reduction Strategy Papers (PRSP). How did Burkina Faso do to integrate, are given to establish the link between PAGIRE and its PRSP?

For our country, it is a Strategic Framework to fight poverty (CLSP). A sustainable management of water resources through the implementation of IWRM guarantees the availability of water resources in quantity and quality, all of that pertains to the fulfilment of the national priority given to the needs in drinking water of urban and rural populations, therefore of poverty control, according to the CLSP. Moreover, the development of water resources in the case of Burkina pertains to the reduction of the vulnerability of the production process due to climatic hazards, and above all to the increase of food production and job creation, all of them pertaining to roll back poverty mostly in the rural area, according to the PCSF objectives.

At last, good governance is one the

areas of our PCFS and it is one of the objectives aimed at by PAGIRE in the area of water.

In 2002, the African Ministers in charge of water have set up the African Ministers council water (AMCOW), one of the main objectives of which is the implementation of the programme defined by NEPAD in the area of water, an independent priority programme. What are the actions done at the continent level towards achieving the MDGs?

To our knowledge, to carry out a programme defined by NEPAD in the area of water is not one of the main objectives of AMCOW! AMCOW does not want to replace existing bodies in Africa; it aims at promoting any action and initiative that may contribute to solve the serious deficit that Africa experiences in the area of water and sanitation.

It is in this context that, in December 2004, AMCOW adopted a vast portfolio of actions proposed by the sub-

regions for the achievement of MDGs. Nevertheless, we have to find the funds and that is why AMCOW has established the African Water Facility within ADB.

In West Africa, and with the conference of African Ministers in charge of water, how did our region get organised to achieve the Millennium goals?

In West Africa, we have the advantage of having a Regional Coordinating Unit of IWRM (editor's note: Water Resources Coordination Unit - WRCU) established by ECOWAS. Many initiatives are going on to contribute to the achievement of MDGs but for the time being, the fight is above all led at each country level.

Interviewed by the editorial staff

L'éducation environnementale

« Enjeux, mécanismes et stratégies d'Éducation à l'environnement vers le Développement Durable pour un monde responsable, équitable et solidaire », tel était le thème central du 3^{ème} forum de l'ONG Planet'ERE qui s'est tenu du 18 au 26 juillet 2005 à Ouagadougou (Burkina Faso). Ce sont près de 2400 personnes venues de plus de 40 pays qui y ont pris part.

En focalisant ses travaux sur l'éducation relative à l'environnement dans une perspective du développement durable, le Forum International Planet'ERE3, démontre le rôle prééminent que doit jouer l'éducation dans les politiques et stratégies de développement des pays pour une nouvelle vision du monde et de sa gestion.

Cette éducation met en exergue les valeurs sociales d'éthique, d'équité, de partage et de culture pour faire prendre conscience aux générations présentes et futures que les ressources de la planète terre sont un bien commun. Ceci interpelle tout un chacun. Notre devoir est d'utiliser rationnelle-

ment les dites ressources afin de les préserver. Nous devons être solidaires entre nous et avec le capital terre et son biotope pour notre propre profit voire pour notre survie.



Participants dans la salle / in the conference room

R. Ouattara

Environmental Education

"Stakes, mechanisms and strategies of Environmental Education towards Sustainable Development for a more responsible, equitable world and which shows solidarity", this was the theme of the 3rd forum of the French speaking actors of Environmental Education, which was held in Ouagadougou (Burkina Faso), from 18th to 26th July 2005. This forum was attended by about 2,400 persons from more than 40 countries.

By focussing its deliberations on Environmental Education in the prospect for sustainable development, the International Forum Planet'ERE3, showed the pre-eminent role to be played by education in the countries' development policies and strategies for a new vision of the world and its management.

This education brings out the social

values of ethics, equity, sharing and culture to raise awareness of current and future generations on the fact that the resources the earth planet are a common good. This appeals to every one. Our duty is to use rationally these resources in order to preserve them. We must show solidarity among us and with the capital and its biotope for our own benefit, even our survival.

No strategy can be successful without the massive and conscious participation of all the social and occupational strata. Integration of environmental education in favour of sustainable development requires the involvement, participation and empowerment of all the stakeholders at all possible levels. This environmental education leads us to adopt behaviours marked with sociability, respectful of all the human and environmental rights in order to

reduce the probable natural imbalances, which are detrimental to all. The preservation of environment is a problematic which calls on everybody because food security could be jeopardized and therefore, peace and sustainable stability if this issue is not taken into account in the development and cooperation policies and strategies at the national, regional, and international level.

dized and therefore, peace and sustainable stability if this issue is not taken into account in the development and cooperation policies and strategies at the national, regional, and international level.



Les Présidents Blaise Compaoré (Burkina Faso) et Amadou Toumani Touré (Mali) et le Premier Ministre du Niger visitant les stands
Presidents B. Compaoré (B.F) A.T. Touré (Mali) and Niger Prime Minister visiting the exhibition

R. Ouattara

politiques et stratégies de développement et de coopération aux plans national, régional et international.

Les travaux du Forum Planet'ERE se sont déroulés sur 14 sites repartis entre les 12 fora régionaux à travers le Burkina Faso. Des axes thématiques avaient été définis pour chaque forum régional. En plus, des activités connexes ont été tenues comme la « foire art'ere », une foire internationale consacrée à l'environnement, les « homeriades », le concours francophone de poésie et de dessins pour jeunes sur l'éducation relative à l'environnement, le colloque sur la décennie pour l'éducation en vue du développement durable dans l'espace francophone. Il y a eu également la **marche solid'ere** qui a drainé une foule estimée à 10 000 personnes matérialisant ainsi la prise de conscience collective pour la nécessaire solidarité dans la gestion des problématiques environnementales. Autres moments forts, la tenue de l'Assemblée Générale de Planet'ERE et la rencontre des jeunes ou aile jeunesse. A l'issue des travaux un certain nombre d'engagements ont été pris, des orientations et recommandations faites.

Principaux engagements, orientations et recommandations

Les travaux du Forum Planet'ERE3 ont permis d'adopter les grandes orientations suivantes :

Grandes orientations

- 1) L'ONG PLANET'ERE doit jouer un rôle d'opérateur pour capitaliser les travaux du Forum et suivre leur exécution ;
- 2) L'Education Relative à l'Environnement (ERE) devra être la pierre angulaire des actions de protection et de préservation de l'Environnement et du Développement Durable. A cet effet, devront être formulées des stratégies d'Education Environnementale adaptées à chaque région et selon le contexte physique, social et économique.
- 3) La synergie d'action entre les différents acteurs devra être de mise pour plus de lisibilité et d'impact des actions sur le terrain ; la concertation, la collaboration et le développement du partenariat pour la mise en œuvre concertée des opérations de l'Education à l'Environnement au plan local, national, sous régional et international doivent être une préoccupation constante depuis la conception jusqu'à l'évaluation.
- 4) La prise en compte des décisions mentionnées au plan des organisations internationales, l'implication et la participation de tous les décideurs, partenaires et acteurs de développement dans l'élaboration, la mise en œuvre, l'évaluation et le suivi des actions d'éducation à l'environnement doivent être considérées avec la plus grande attention.
- 5) La mobilisation des ressources humaines, financières et matérielles pour l'exécution des politiques et stratégies en matière d'Education à l'Environnement vers le Développement Durable (EEDD) incombe à tous les acteurs.
- 6) La coopération et le développement d'un partenariat soutenu à tous les niveaux sont recommandés voire exigés.

Recommandations :

Les participants au forum ont adopté les recommandations majeures suivantes :

- L'institutionnalisation de l'ONG Planet'ERE dans tous les pays francophones ;
- La nécessité de financer, de mettre en œuvre et d'appuyer l'ERE par la Communauté internationale et particulièrement par les Etats francophones ;
- L'adoption d'une approche participative et concertée prenant en compte toutes les catégories sociales d'acteurs dans chaque pays ;
- La mise en place de réseaux fonctionnels de l'ONG Planet'ERE dans toutes les régions des différents continents.

Synthèse à partir du rapport final du Forum

al levels.

The deliberations of the Planet'ERE Forum took place on 14 sites divided among 12 regional fora throughout Burkina Faso. Thematic axes were defined for each regional forum. Moreover, related activities were organized, like the "art'ere fair trade", an international fair trade devoted to environment, "homeriades", the francophone poetry and drawing competition for the youth on environmental education, the colloquium on the Education Decade for Sustainable Development in the Francophone zone. There was also the **solid'ere march**, which attracted a crowd estimated at 10 000 persons materializing thus, the collective awareness of needed solidarity in the management of environmental issues. Other highlights: the holding of Planet'ERE General Assembly and the youth meeting or youth wing. After the deliberations, a number of commitments were taken, orientations and recommendations were made.

Synthesis from the Forum report

Major commitment, orientations and recommendations

The deliberations of the Planet'ERE 3 Forum enabled the adoption of the following major orientations:

Major orientations:

The Planet'ERE NGO must play the role of operator to capitalize the deliberations of the Forum and follow their implementation; Environmental Education (ERE) should be the corner stone of the actions for protecting Environment and Sustainable Development. In this regard, Environmental education strategies adapted to each region and depending on the physical, social and economic context should be formulated.

There should be synergy of actions among the various stakeholders for more readability and impact of actions on the ground ; consultation, collaboration and development of partnership for concerted implementation of Environmental Education actions at the local, national, sub-regional and international levels must be a constant concern from inception to assessment.

Consideration of the decisions mentioned at the level of international organizations, the involvement and participation of all the decision-makers, partners, and development stakeholders in the elaboration, implementation, assessment and follow-up of environmental education actions must be considered with the greatest attention.

Human, financial and material resource mobilization for the implementation of the policies and strategies in the area of Environmental Education for Sustainable Development (EESD) is incumbent upon all the stakeholders.

Cooperation and the development of sound partnership at all levels are recommended, and even required.

Recommendations :

The participants to the Forum adopted the following major recommendations :

The institutionalisation of the Planet'ERE NGO in all francophone countries ;

The need for the International Community, particularly the francophone countries to fund, implement and support ERE;

Adoption of a participatory and concerted approach, which takes into account all the social categories of stakeholders in each country ;

Setting up of operational networks of the Planet'ERE NGO in the various regions of all the continents.

La Fondation Nature et Vie a organisé ce forum. Nous avons recueilli les impressions de la Présidente de cette fondation, Mme Yonli Kadidiatou

Madame, votre Fondation Nature et Vie était au centre de l'organisation du Forum Planet'ERE 3 qui s'est déroulé du 18 au 26 juillet au Burkina. Après un tel événement, quels sont vos sentiments, que peut-on en retenir ?

La Fondation Nature et Vie, structure organisatrice du forum au nom de toute l'Afrique, voudrait exprimer toute sa satisfaction et, ce pour plusieurs raisons :



Mme Yonli Kadidiatou

Planet'ERE 3 a permis à de milliers d'acteurs venus d'horizons divers de s'interroger et d'échanger sur les déterminants multiples qui sous-tendent la problématique actuelle de l'environnement, et de dégager des pistes de réflexion et des stratégies appropriées pour un avenir harmonieux de l'ERE.

Ce forum a été un modèle de partenariat entre société civile, institutions publiques nationales et internationales.

Après la France, le Burkina Faso par ma modeste personne a l'honneur de présider l'ONG Planet'ERE. Cette position vient consolider le processus d'une action engagée par la Fondation Nature & Vie, qui est celui d'œuvrer à l'accomplissement d'une mission à savoir la gestion de l'environnement à travers l'éducation environnementale.

Le défi est grand et nous en sommes conscients. Toutefois, les résultats et conclusions auxquels les participants du forum sont parvenus nous rassurent et viennent, une fois de plus, montrer l'enga-

gement mondial à œuvrer pour l'avènement d'un monde responsable, équitable, et solidaire.

Planet'ERE3 est fini, avant Planet'ERE 4, quels sont les mécanismes prévus pour le suivi des recommandations car la sensibilisation à l'éducation environnementale doit aller au-delà de la tenue de fora ?

Au rythme actuel du développement de nos sociétés avec ses corollaires multiples sur les assises fondamentales du tissu écologique, nous sommes plus que jamais convaincu, maintenant et pour l'avenir, que la gestion de l'environnement dans une perspective du développement durable - en conformité avec la vision du millénaire - passe par l'éducation éco-responsable intégrée de toutes les catégories sociales.

C'est pourquoi, dans un élan de solidarité mondiale, l'ONG Planet'ERE réfléchit déjà sur les stratégies susceptibles de rendre opérationnelles les conclusions du forum qui consistent à :

- faire un plaidoyer auprès des Etats afin qu'ils apportent une volonté politique toujours plus accrue dans l'élaboration et la mise en oeuvre de l'ERE ;
- renforcer les capacités institutionnelles et celles de la société civile pour la mise en place de l'ERE ;
- impliquer toutes les catégories sociales de chaque pays dans l'approche ERE ;
- adopter dans les meilleurs délais la décennie de l'Education Environnementale pour le Développement Durable 2005-2014 décidée par les Nations Unies et pilotée par l'UNESCO;
- promouvoir les valeurs de démocratie, de solidarité et de respect de l'homme autour de l'EE.

Des réseaux des acteurs de l'ERE sont entraînés d'être mis en place dans certains pays et le réseau africain qui a vu le jour dans le contexte du forum est un signe d'espoir, mais aussi un cadre idéal donné aux "planétériens" de s'informer sur l'actualité de l'environnement et les grandes décisions mondiales pouvant améliorer nos capacités à adopter des attitudes éco-citoyennes.

Interview de la Rédaction

Nature et Vie Foundation organised this forum. The Chair person Mrs Yonli Kadidiatou gives us her opinion after the meeting

Madame, your "Nature et Vie" Foundation was at the centre of the organisation of the Planet'ERE 3 Forum which took place from 18th to 26th July in Burkina. After such an event, what are your feelings, what can we keep in mind ?

The "Nature et Vie" Foundation, the structure which organized the forum on behalf of all Africa, would like to express its satisfaction, and this, for several reasons:

Planet'ERE 3 enabled thousands of actors from various horizons to reflect and exchange on the multiple determining factors that underlie the current problematic of environment, and to bring out ways of reflection and relevant strategies for an harmonious future of the ERE (Environmental Education).

This forum was a model of partnership among the civil society, national and

international public institutions.

After France, Burkina Faso, through my humbled person has the honour to chair the Planet'ERE NGO. This position comes to consolidate the process of an action undertaken by the Nature & Vie Foundation, which aims at working towards the accomplishment of a mission that is environmental management through environmental education. The challenge is important and we are aware of this. Anyway, the results and conclusions achieved by the participants to the forum reassure us and come, once more, to show the global commitment to work for the advent of a responsible, equitable world, which shows solidarity.

Planet'ERE3 is over, before Planet'ERE 4, what are the mechanisms planned for the follow-up of the recommendations, since awareness

raising on environmental education must go beyond the organization of fora ?

With the current development pace of our societies, with its multiple corollaries on the basic foundations of the ecological fabric, we are more convinced than ever, now and for the future, that environmental management in the prospect of sustainable development - in conformity with the millennium vision - goes through integrated eco-responsible education of all the social categories.

This is the reason why, in a fit of global solidarity, the Planet'ERE NGO already conducts reflection on the strategies likely to make the conclusions of the forum operational; these conclusions consist in:

- making advocacy by States so that they may bring still more political will in the elaboration and imple-

- mentation of the ERE ;
- institutional and civil society capacity building for the establishment of the ERE ;
- involving the social categories of each country in the ERE approach ;
- adopting as quickly as possible the Environmental Education for Sustainable Development Decade 2005 - 2014 decided by the United Nations and steered by UNESCO;
- promoting the values of democracy, solidarity and respect of human-beings around EE.

Networks of ERE stakeholders are currently being established in some countries and the African network which was created in the context of the Forum is a sign of hope, but also an ideal framework given to the "planetarians" to get informed on current events relating to environment and major global decisions which can improve our capacities to adopt eco-citizens behaviours.

Interviewed by the editorial staff

Réunion technique du réseau CREPA

La réunion technique du réseau CREPA s'est tenue du 3 au 6 octobre 2005 à Niamey au Niger. Les participants, composés des directeurs des représentations nationales du CREPA et des cadres du siège de l'institution ont échangé sur les thèmes : critères d'opérationnalité des représentations nationales - appropriation des conclusions de la capitalisation, quelle stratégie opérationnelle de mise en œuvre ? - Evaluation externe : quelle stratégie de mise en œuvre ? - Stratégie pour la mise en œuvre de la phase V. En marge de cette rencontre, une journée d'échanges a été organisée autour du thème : «décentralisation et AEPHA : contribution / apport du réseau CREPA ».



Quatrième réunion ordinaire du Conseil d'Administration Régional, et tenue de la table-ronde des partenaires financiers du CREPA

Les administrateurs du réseau CREPA se sont réunis les 10 et 11 octobre 2005 au siège de l'institution à Ouagadougou au Burkina Faso à l'occasion de la tenue de la quatrième réunion ordinaire du Conseil d'Administration Régional du CREPA. Les activités menées en 2004, la gestion financière de l'exercice écoulé, l'audit extérieur ont été passés au crible par les participants. Ils se sont également penchés sur les conclusions de la capitalisation des quinze années (15) d'activités du CREPA, les

conclusions et recommandations de l'évaluation externe, les orientations futures proposées et sur le contenu de la phase V (2006-2010) du CREPA. Par ailleurs, la table-ronde des partenaires financiers du CREPA s'est déroulée le 13 octobre 2005 à Ouagadougou. A cette occasion, le CREPA a réaffirmé sa volonté de poursuivre les activités de recherche engagées, le renforcement des capacités des acteurs du secteur, l'échange des informations et la valorisation de ses expertises.

Marie K. QUENUM, CREPA

Technical meeting of CREPA Network

The technical meeting of CREPA network was held from 3 to 6 October 2005 in Niamey in Niger. The participants composed of the directors of CREPA country representations and executives of the institution head office discussed the subjects: criteria for an operationality of country representations – appropriation of the conclusions of the capitalisation, what operational strategy for implementation? - External audit: which implementation strategy? - Strategy for an implementation of phase V. Along this meeting, a one-day exchange was organized around the theme : « Decentralisation and DWASHs: contribution / contribution of CREPA network ».

Fourth ordinary meeting of the Regional Board of directors and round-table of CREPA financial partners

The directors of CREPA network met on 10 – 11 October 2005 at the institution head office in Ouagadougou in Burkina Faso for the fourth ordinary meeting of the Regional Board of directors of the CREPA. Activities undertaken in 2004, financial management of the past fiscal year, and external audit were screened by the participants. They also examined the conclusions of fifteen years capitalization (15) in CREPA activities, conclusions, and

recommendations of the external audit, CREPA future directions suggested and the contents of phase V (2006-2010). In addition, the table-round of CREPA financial partners proceeded on 13 October 2005 in Ouagadougou. On this occasion, CREPA reaffirmed its commitment to continue the research activities engaged, capacity building for actors in the sector, information sharing, and adding value to its expertise.

CALENDRIER DES FORMATIONS DU CREPA POUR L'ANNEE 2006

DECENTRALISATION ET RENFORCEMENT DES COMPETENCES DES ACTEURS DANS LE DOMAINE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE (AEP) COMMUNAUTAIRE,
13 - février 2006, Ouagadougou – BURKINA FASO

SITUATIONS D'URGENCE : QUELLES SOLUTIONS POUR L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE, L'ASSAINISSEMENT, L'HYGIENE ET LES PROBLEMES DE SANTE ?
20 - 31 mars 2006, Cotonou – BENIN

POUR UN RECOUVREMENT DURABLE DES COUTS : ANALYSE ET PLANIFICATION DANS LE CONTEXTE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE (AEP) COMMUNAUTAIRE,
24 avril - 5 Mai 2006, Lomé – TOGO

ECOSAN : GESTION INTEGREE DES EAUX USEES ET EXCRETA DANS LE CONTEXTE AFRICAIN ET OPTIONS DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION (GIEUE / OTV),
19 - 30 juin 2006, Ouagadougou – BURKINA FASO

PROMOTION DE L'HYGIENE : PLANIFICATION ET GESTION POUR UN CHANGEMENT DE COMPORTEMENT,
17 au 28 juillet 2006, Bamako – Mali

HYGIENE DANS LES STRUCTURES SANITAIRES ET GESTION DES DECHETS BIOMEDICAUX,
9 - 20 Octobre 2006, Bamako Mali

FORMULATION DES PROJETS ET APPROCHE PARTICIPATIVE DANS LE CYCLE DES PROJETS,
4 - décembre 2006, Ouagadougou – BURKINA FASO

CREPA TRAINING SCHEDULE IN 2006

DECENTRALISATION AND REINFORCEMENT OF ACTORS COMPETENCES In The AREA OF COMMUNITY BASED DRINKING WATER SUPPLY (DWAS),
13 - February 2006, Ouagadougou – BURKINA FASO

EMERGENCIES: WHAT OPTIONS FOR DRINKING WATER SUPPLY, SANITATION, HYGIENE, AND HEALTH PROBLEMS?
20 - 31 March 2006, Cotonou – BENIN

FOR SUSTAINABLE COST RECOVERY: ANALYSIS AND PLANNING IN The CONTEXT OF COMMUNITY BASED DRINKING WATER SUPPLY (DWAS),
24 April - 5 May 2006, Lomé – TOGO

ECOSAN : INTEGRATED WASTEWATER AND EXCRETA MANAGEMENT IN THE AFRICAN CONTEXT AND TREATMENT OPTIONS TO ADD VALUE (GIEUE / OTV),
19 - 30 June 2006, Ouagadougou – BURKINA FASO

PROMOTING HYGIENE: PLANNING AND MANAGING FOR a BEHAVIOUR CHANGE,
17 to 28 July 2006, Bamako – Mali

HYGIENE IN HEALTH STRUCTURES AND MANAGING BIOMEDICAL WASTE,
9 - 20 October 2006, Bamako Mali

FORMULATING PROJECTS AND PARTICIPATORY APPROACH IN THE CYCLE OF PROJECTS,
4 - December 2006, Ouagadougou – BURKINA FASO

Nouvelles de notre hôte News of our host

34

Signature de l'accord de siège entre le gouvernement de la République du Bénin et le CREPA.

La signature de cette convention vient renforcer l'ancrage institutionnel du CREPA au Bénin. Le Centre National du CREPA au Bénin, installé depuis décembre 1996, est devenu une représentation nationale sur décision du Conseil des Ministres des Etats membres du réseau en mars 2004.

La représentation du CREPA au Bénin est l'une des plus dynamiques du réseau. En effet, elle a, comme l'a souligné le directeur général de l'institution, M. Cheick Tidiane Tandia, « beaucoup contribué à la vulgarisation des technologies appropriées en assainissement autonome ainsi qu'au développement des approches participatives pour un changement de comportement en matière d'assainissement et d'hygiène. » Le CREPA a, a-il ajouté, ainsi contribué à « l'amélioration de la santé des populations démunies » dans ce pays.

En outre, depuis 2001 le Bénin assure la présidence du Conseil d'Administration Régional du CREPA, à travers le Professeur Eusèbe Aléhonou.

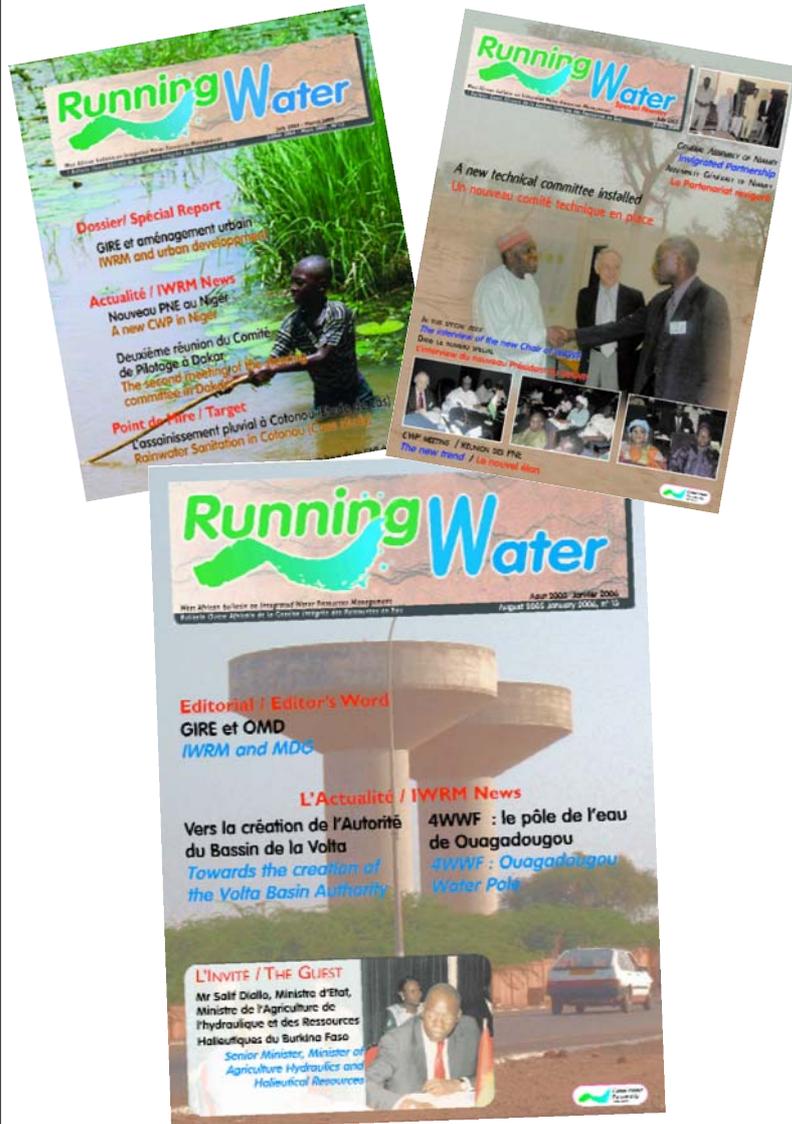
Pour toutes informations complémentaires : CREPA - Siège
03 BP 7112 Ouagadougou 03, tél. : (226) 50 36 62 10/11, fax : (226) 50 36 62 08, e-mail : reseaucrepa@reseaucrepa.org

Signature of a Secretariat Agreement between the government of Benin Republic and CREPA.

The signing of this convention comes as reinforcement to CREPA institutional anchoring in Benin. CREPA national Centre in Benin, established since December 1996, has become a country representation following a decision of the Council of Ministers of the Network Member States in March 2004. CREPA representation in Benin is one of the most dynamic in the network. Indeed, it has, as underlined by the general manager of the institution, M. Cheick Tidiane Tandia, « contributed a lot in popularising suitable and autonomous sanitation technologies as well as developing participatory approaches for a behaviour change in hygiene and sanitation. » CREPA has, he added, thus contributed to « improving the public health of the destitute » in this country. Moreover, since 2001 Benin has been holding the chair of the CREPA Regional Board of directors, through Professor Eusèbe Aléhonou.

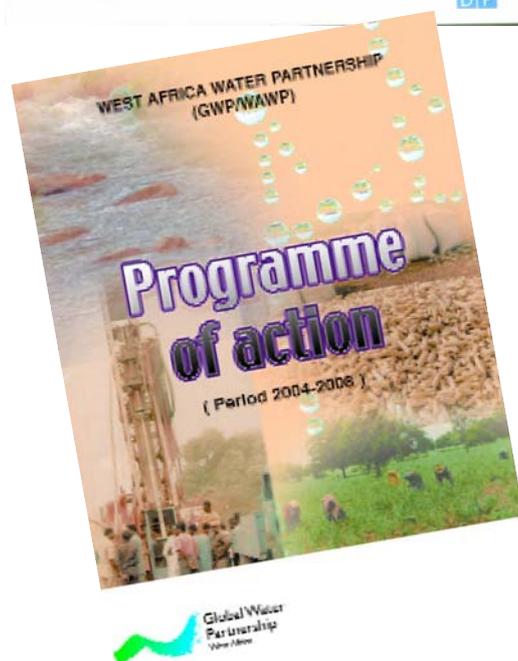
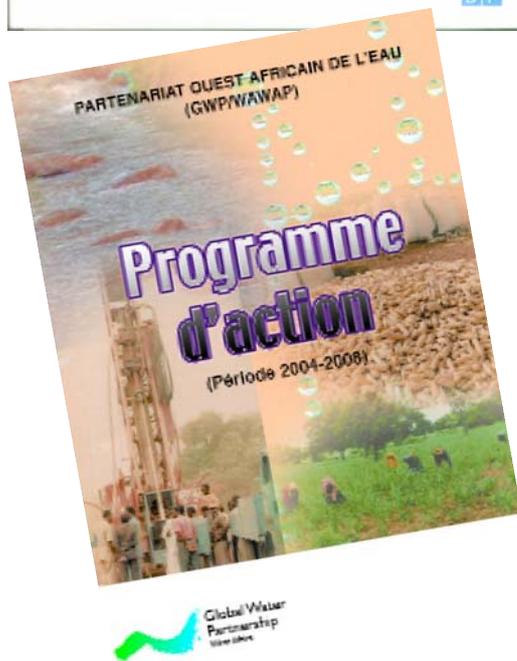
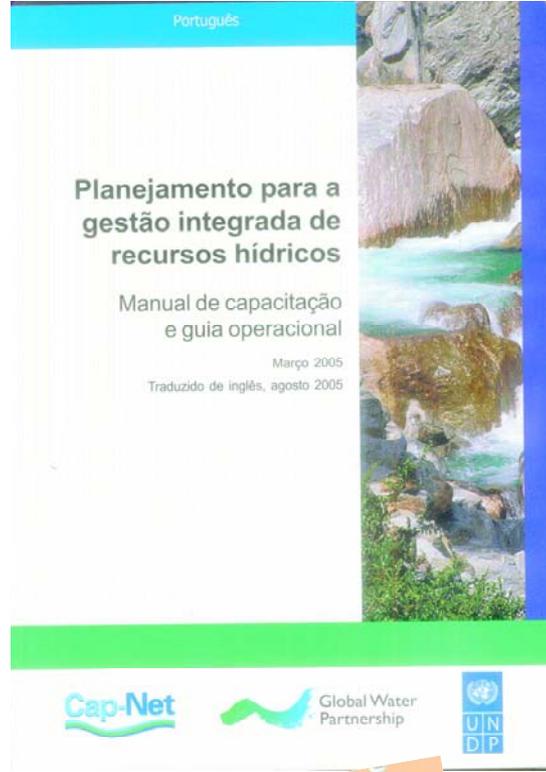
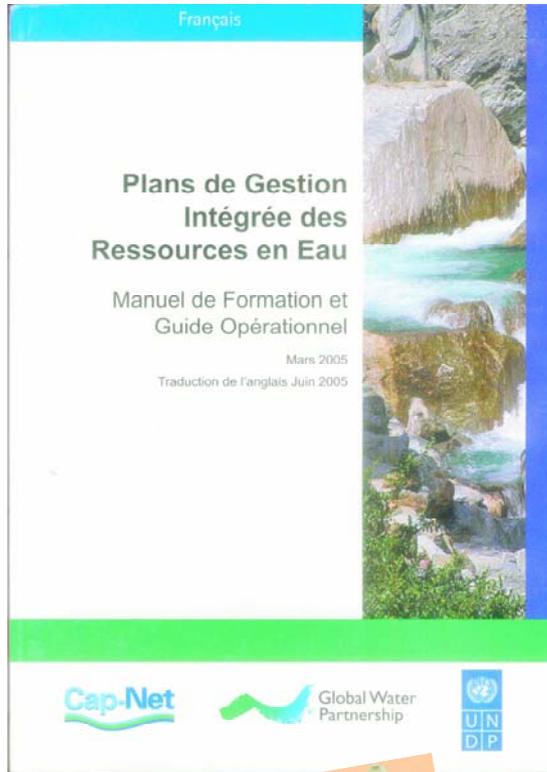
For further information: CREPA - head quarters
03 BP 7112 Ouagadougou 03, tel.: (226) 50 36 62 10/11, fax: (226) 50 36 62 08, E-mail: reseaucrepa@reseaucrepa.org

Faites parvenir vos contributions, critiques et suggestions à Running Water :
watac@fasonet.bf
03 BP 7112 Ouagadougou, Burkina Faso



Send your contributions, critics and suggestions to
Running Water :
watac@fasonet.bf
03 BP 7112 Ouagadougou, Burkina Faso

DOCUMENTATION





Le fleuve Niger à Bamako / The Niger River in Bamako (Mali)